



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

INSTRUCTIONS
DÉLÉGATIONS DE SIGNATURE ET DE GESTION
DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES ET INDIVIDUELLES

ISSN 0757-7388

ANNÉE 2011 N° 53
30 AOÛT 2011

La consultation de l'intégralité des actes publiés dans ce recueil peut être effectuée à la Préfecture du Calvados à Caen, dans les Sous-Préfectures de Bayeux, Lisieux et Vire et sur le Site Internet de la Préfecture <http://www.calvados.pref.gouv.fr>

● SOMMAIRE ●

INSTRUCTIONS.....	4
CABINET DU PREFET.....	4
BUREAU DU CABINET.....	4
Agréments de gardes particuliers - mois de juin 2011 - juillet 2011 - août 2011.....	4
Médaille d'honneur agricole - promotion du 14 juillet 2011.....	4
DÉLÉGATIONS DE SIGNATURE ET DE GESTION.....	5
SERVICE DE LA COORDINATION ET DE L'ACTION ECONOMIQUE.....	5
POLE PILOTAGE ET COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES.....	5
Arrêté préfectoral du 29 août 2011 portant délégation de signature à Monsieur Marc DOUCHIN , Directeur des Libertés Publiques et de la Réglementation.....	5
Arrêté préfectoral du 29 août 2011 portant délégation de signature à Monsieur Zoheir BOUAOUICHE Sous-Préfet de Vire.....	9
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE CAEN.....	10
Décision du 22 août 2011 portant délégation de signature concernant Madame Dominique SAINT-PIERRE.....	10
DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES ET INDIVIDUELLES.....	11
CABINET DU PREFET.....	11
SECTION DE LA SÉCURITÉ ET DES AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES.....	11
Arrêté préfectoral du 29 juillet 2011 portant modification de la composition de la commission départementale de la sécurité routière.....	11
SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILE.....	12
Arrêté préfectoral du 08 août 2011 relatif à l'agrément pour assurer la formation des agents S.S.I.A.P.....	12
Arrêté préfectoral N° 14/2011/008 du 10 août 2011 - certificat de qualification C4-T2 délivré à Mme Sandra CHAPRON.....	12
Arrêté préfectoral du 11 août 2011 portant agrément relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement destinés à être lancés par un mortier.....	13
PREFECTURE DE L'ORNE – PREFECTURE DU CALVADOS.....	14
Arrêté interpréfectoral du 17 août 2011 modifiant le siège du Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de l'Ortier.....	14
DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT.....	15
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	15
Arrêté préfectoral du 22 juillet 2011 fixant la composition de la commission consultative de l'environnement pour l'aérodrome de Caen-Carpiquet.....	15
Arrêté préfectoral du 12 août 2011 modifiant les conditions d'exploitation de la cidrerie de la société Cidreries du Calvados La Fermière (CCLF) située sur le territoire de la commune de LIVAROT.....	15
Arrêté préfectoral du 16 août 2011 portant autorisation de la réalisation de travaux de réhabilitation d'une parcelle et d'aménagement de l'entrée ouest de la réserve naturelle nationale de la Falaise du Cap Romain.....	16
BUREAU DU CONTRÔLE DE LÉGALITÉ, DE L'URBANISME ET DE L'INTERCOMMUNALITÉ.....	17
Arrêté préfectoral du 18 juillet 2011 autorisant la Communauté de Communes du Pays de Livarot à étendre ses compétences.....	17
BUREAU DES AFFAIRES FINANCIÈRES.....	18
Arrêté préfectoral du 16 août 2011 fixant le nombre et la répartition des sièges de la commission consultative d'élus chargée de fixer les catégories et taux de subvention au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux.....	18
DIRECTION DES LIBERTÉS PUBLIQUES ET DE LA RÉGLEMENTATION.....	19
BUREAU DES LIBERTES PUBLIQUES.....	19
Arrêté préfectoral DLPR-B1-11- 365 du 19 août 2011 portant habilitation dans le domaine funéraire de l'entreprise de Pompes Funèbres LEMERRE, sise à VILLERS BOCAGE.....	19

SOUS PREFECTURE DE BAYEUX.....	20
Arrêté préfectoral du 03 août 2011 portant agrément de Monsieur Francis PICOT en qualité de garde particulier, garde-chasse particulier.....	20
Arrêté préfectoral du 8 août 2011 portant agrément de Monsieur Alain LEMARQUAND en qualité de garde particulier, garde-chasse particulier.....	20
Arrêté préfectoral du 23 août 2011 portant agrément de Monsieur Robert PEROT en qualité de garde particulier, garde-chasse particulier.....	21
Arrêté préfectoral du 23 août 2011 portant agrément de Monsieur Robert PEROT en qualité de garde particulier, garde-chasse particulier.....	21
SOUS-PREFECTURE DE LISIEUX.....	22
BUREAU DE LA RÉGLEMENTATION, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA SÉCURITÉ CIVILE.....	22
Arrêté préfectoral n°2011/ 12 du 04 août 2011 portant agrément de Monsieur Olivier DUJARRIER en qualité de garde particulier,	22
SOUS-PREFECTURE DE VIRE.....	23
Arrêté préfectoral n°2011/610 du 16 août 2011 portant agrément de Monsieur Maurice LEFRAS en qualité de garde-chasse particulier.....	23
Arrêté préfectoral N°2011/612 du 23 août 2011 portant agrément de Monsieur Daniel PROUX en qualité de garde particulier et garde-chasse particulier.....	24
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER DU CALVADOS.....	25
Arrêté préfectoral du 22 avril 2011 portant prescription de l'établissement du plan de prévention des risques de mouvement de terrain sur les communes de PORT EN BESSIN-HUPPAIN et COMMES.....	25
Arrêté préfectoral du 12 juillet 2011 portant agrément de vidangeur de M. Guy HAMON à Louvagny.....	26
Arrêté préfectoral du 1er août 2011 concernant le classement de la digue communale de Ver-sur-Mer.	28
Arrêté préfectoral du 12 août 2011 relatif au feu bactérien dans le département du Calvados.....	30
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS.....	31
Arrêté préfectoral du 10 août 2011 octroyant le mandat sanitaire au docteur vétérinaire Agathe BLANCHEMAIN.....	31
Arrêté préfectoral du 10 août 2011 octroyant le mandat sanitaire au docteur vétérinaire Stéphanie DELNOOZ.....	31
Arrêté préfectoral du 10 août 2011 octroyant le mandat sanitaire au docteur vétérinaire William FROUX.....	32
Arrêté préfectoral du 17 août 2011 octroyant le mandat sanitaire au docteur vétérinaire Morgane VIROT.....	32
Arrêté préfectoral du 23 août 2011 octroyant le mandat sanitaire au docteur vétérinaire Julien JUGANT-LOPEZ.....	33
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE DU CALVADOS.....	34
SECRETARIAT GÉNÉRAL.....	34
Arrêté préfectoral du 29 juin 2011 relatif au centre de gestion de la fonction publique.....	34
DIRECTION INTERRÉGIONALE DE LA MER MANCHE EST-MER DU NORD.....	35
Arrêté préfectoral N° 65 / 2011 du 11 août 2011 portant autorisation de pêche exceptionnelle de la sardine à des fins scientifiques.....	35
Arrêté préfectoral N° 67 / 2011 du 25 août 2011 portant autorisation de pêche exceptionnelle de tourteaux	36
Annexe 1 de l'arrêté n°67/2011 du 25 août 2011.....	36
Arrêté préfectoral N° 68 / 2011 du 25 août 2011 portant autorisation de pêche exceptionnelle d'étrilles.....	37
Annexe I à l'arrêté n° 68/2011 du 25 août 2011.....	37
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE BASSE-NORMANDIE.....	38
Arrêté du 22 août 2011 portant autorisation de fonctionnement d'un laboratoire de biologie médicale multisites n°14-46	38



Les textes cités peuvent être communiqués dans leur version intégrale sous le timbre des services concernés

INSTRUCTIONS

CABINET DU PREFET

BUREAU DU CABINET

Agréments de gardes particuliers - mois de juin 2011 - juillet 2011 - août 2011

Par arrêté du 8 juin 2011 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Eugène AMARIDON a été agréé en qualité de garde chasse particulier auprès de M. Dominique SCELLES, agissant en qualité de Responsable de chasse au Haras de Miguet.

Par arrêté du 13 juillet 2011 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Jean LEGRAND a été agréé en qualité de garde pêche particulier auprès de M. Jacky BURET, Président de l'Association de pêche "La Truite Condéenne".

Par arrêté du 19 juillet 2011 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Michel DESVEAUX a été agréé en qualité de garde particulier auprès de M. le Directeur du Conservatoire du Littoral.

Par arrêté du 28 juillet 2011 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Laurent RIDEL a été agréé en qualité de garde chasse particulier auprès de Mme Jacqueline VANDON à SAINT-MARTIN DE MIEUX.

Par arrêté du 28 juillet 2011 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Pierre LEFEBVRE a été agréé en qualité de garde chasse particulier auprès de Messieurs François et Bruno BATON à EPANEY et SASSY.

Par arrêté du 1er août 2011 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Jean-Marie GOMOND a été agréé en qualité de garde particulier, garde chasse particulier auprès de Mme Annie PROD'HOMME à SAINT-MARTIN DE MIEUX.

Par arrêté du 8 août 2011 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Eric LUBIN a été agréé en qualité de garde particulier, garde chasse particulier auprès de M. Arnaud LUBIN à TRACY BOCAGE.

Par arrêté du 8 août 2011 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Eric LUBIN a été agréé en qualité de garde particulier, garde chasse particulier auprès de M. Daniel LUBIN à TRACY BOCAGE.

Par arrêté du 8 août 2011 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Eric LUBIN a été agréé en qualité de garde chasse particulier auprès de Mme Augustine MADELAINE à TRACY BOCAGE.

Par arrêté du 8 août 2011 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Loïc MAGLOIRE a été agréé en qualité de garde chasse particulier auprès de M. Gérard LEGUAY, Président de la Société de Chasse et de Pêche de SERMENTOT.

Par arrêté du 8 août 2011 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Ludovic TOMMERAY a été agréé en qualité de garde pêche particulier auprès de M. Gérard CHAPPERON, Président de l'Association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique "Le Brochet Caennais".

Par arrêté du 8 août 2011 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Jean GERVAIS a été agréé en qualité de garde particulier, garde chasse particulier et garde pêche particulier auprès de M. Francis VOISIN à BURES SUR DIVES.

Par arrêté du 8 août 2011 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Maxime GUILLEMETTE a été agréé en qualité de garde particulier, garde chasse particulier auprès de M. Philippe MARIE à SAINT-MARTIN DE SALLEN.

Par arrêté du 8 août 2011 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Alain FOUGEROLLES a été agréé en qualité de garde chasse particulier auprès de M. Denis ACHARD, Président de l'Association de Chasse Domaine Public Maritime "La Sauvagine entre Seulles et Touques" à MERVILLE FRANCEVILLE.

Par arrêté du 8 août 2011 de M. le Préfet de Région, Préfet du Calvados, M. Julien HEBERT a été agréé en qualité de garde chasse particulier auprès de M. Denis ACHARD, Président de l'Association de Chasse Domaine Public Maritime "La Sauvagine entre Seulles et Touques" à MERVILLE FRANCEVILLE.

**Médaille d'honneur agricole - promotion du 14 juillet 2011**

L'arrêté du Préfet en date du 22 juillet 2011 porte attribution de la Médaille d'honneur agricole au titre de la promotion du 14 juillet 2011.

La liste des récipiendaires de cette distinction honorifique peut être consultée à la préfecture ainsi que dans les sous-préfectures du département du Calvados.



DÉLÉGATIONS DE SIGNATURE ET DE GESTION

SERVICE DE LA COORDINATION ET DE L'ACTION ECONOMIQUE

POLE PILOTAGE ET COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES**Arrêté préfectoral du 29 août 2011 portant délégation de signature à Monsieur Marc DOUCHIN, Directeur des Libertés Publiques et de la Réglementation**

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son titre II ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du Président de la République du 24 juin 2010 portant nomination de Monsieur Didier LALLEMENT, Préfet de la Région Basse-Normandie, Préfet du Calvados ;

Vu l'arrêté du ministre de l'intérieur de l'outre-mer et des collectivités territoriales en date du 21 janvier 2010 nommant Monsieur Marc DOUCHIN, attaché principal de l'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, en qualité de directeur des libertés publiques et de la réglementation de la préfecture du Calvados à compter du 1er mars 2010 pour une période de cinq ans ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 mai 2011 fixant l'organigramme des services de la préfecture du Calvados et la note de service du 19 mai 2011 définissant les modalités d'application de ces dispositions ;

Vu la note de service du 19 mai 2011 nommant Monsieur Jean-Pierre PILLON, attaché principal de l'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, chef du Service de l'Immigration et de l'Intégration à compter du 30 mai 2011 ;

Vu la note de service du 25 mai 2011 nommant Monsieur Christian LORIOT, attaché principal de l'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, en qualité de chef du Bureau des Titres ;

Vu la note de service du 25 mai 2011 nommant Monsieur Mathias WOERLE, attaché d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, adjoint au chef du Bureau des Titres,

Vu la note de service du 13 juillet 2011 nommant Monsieur Pascal BIARD attaché principal d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, chef du Bureau des Libertés publiques,

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er - Délégation est donnée à Monsieur Marc DOUCHIN, Directeur des Libertés Publiques et de la Réglementation à l'effet de signer :

- toute correspondance administrative et les documents entrant dans ses attributions,
- toutes décisions, titres et actes entrant dans ses attributions désignés ci-après :

I – Relevant du Bureau des Libertés publiques :

1. les bordereaux et les pièces comptables relatives aux opérations électorales à l'exception des indemnités versées à l'occasion de l'organisation des élections ;
2. le visa des listes électorales et les récépissés de déclaration de candidature aux diverses élections ;
3. les récépissés de déclarations d'associations (loi de 1901) ;
4. les récépissés des dossiers de libéralités consenties aux associations, fondations, congrégations et établissements publics du culte ainsi que les certificats de non opposition à ces même libéralités ;
5. la délivrance des cartes de maires et adjoints ;
6. la délivrance des bons de commande dont bénéficient les candidats à l'occasion des diverses élections, en vue de l'impression des documents électoraux ;
7. les arrêtés et laissez-passer autorisant les transports de corps à l'étranger ;
8. les décisions d'habilitation dans le domaine funéraire ;
9. les autorisations d'inhumation en dehors des délais légaux ;
10. les récépissés de déclaration de création pour les fonds de dotation dont le siège est situé dans le département ;
11. expulsions : demande de pièces et d'informations ;
12. les cartes professionnelles d'agents immobiliers (transactions et gestion), les récépissés de déclaration d'établissement secondaire, les récépissés des dossiers d'aptitude professionnelle présentés par les ressortissants de l'Union Européenne ;
13. les récépissés de revendeurs d'objets mobiliers ;
14. les récépissés de déclaration de liquidation de stock ;
15. les autorisations de loterie ;
16. les récépissés d'enregistrement des parcs des expositions ;
17. les récépissés de déclaration d'un programme annuel de manifestations commerciales se tenant dans un parc d'exposition enregistré et les récépissés modificatifs ;
18. les récépissés de déclaration d'un salon professionnel se tenant hors d'un parc d'exposition enregistré ;
19. les cartes professionnelles des personnes qualifiées pour conduire des visites dans les musées et monuments ;

II – Relevant du Bureau des Titres

1. les fiches d'identification des véhicules automobiles ;
2. les cartes d'attribution d'un numéro d'exploitation agricole ;
3. l'agrément des centres de contrôle technique des véhicules et l'agrément des contrôleurs ainsi que les retraits de ces agréments ;
4. les permis de conduire y compris les permis internationaux ;
5. les arrêtés portant limitation de la durée de validité et la suspension du permis de conduire suite à visite médicale ;
6. les arrêtés portant suspension du permis de conduire pour infraction au code de la route ;
7. les fiches médicales autorisant la conduite des taxis, ambulances et véhicules de ramassage scolaire ;
8. les attestations de reconstitution de points du permis de conduire ;
9. les récépissés de remise de permis de conduire invalidés pour solde de points nul ;
10. l'agrément des dépanneurs sur le réseau autoroutier concédé ou non et voies express ;
11. les conventions d'habilitation et d'agrément avec les professionnels de l'automobile au titre du SIV ;
12. les autorisations équipement de certains véhicules de dispositifs lumineux ou sonores ;
13. les certificats de capacité professionnelle de conducteur de taxi ;
14. les cartes professionnelles de conducteur de taxi ;
15. les arrêtés d'autorisation de présentation d'un successeur à titre onéreux pour l'exploitation d'une autorisation de stationnement de taxi ;
16. les certificats de capacité professionnelle pour la conduite de voitures de petite remise ;
17. les cartes professionnelles de chauffeur de voiture de tourisme ;
18. les cartes nationales d'identité et les passeports ;
19. les arrêtés d'immobilisation et de mise en fourrière des véhicules automobiles sur le fondement de l'article L 325-1-2 du code de la route ;
20. les arrêtés portant rattachement administratif des personnes sans résidence ni domicile fixe ;
21. Les attestations provisoires et les titres de circulation délivrés aux personnes sans résidence ni domicile fixe ;
22. les notices de délivrance établies lors de la délivrance de titres de circulation ;
23. les récépissés de dépôt des titres de circulation ;
24. les laissez-passer pour les enfants français de moins de 15 ans ;
25. les autorisations individuelles et collectives de sortie des mineurs du territoire métropolitain ;

III – Relevant du Service de l'Immigration et de l'Intégration

1. les titres d'identité et de voyage, les titres de voyage, les sauf conduits, les laissez-passer, les titres de séjour, les autorisations provisoires de séjour, les visas, les avis sur les visas de long séjour, les récépissés de demandes de titres de séjour, les décisions d'introduction de familles, les cartes de commerçants et d'artisans, les documents de voyage collectif pour les mineurs étrangers et les documents de circulation, les titres d'identité républicains pour les mineurs étrangers nés en France ;
2. Les conventions d'accueil des étrangers postulants à la carte de séjour temporaire portant la mention « scientifique » ;
3. les lettres de saisine des autorités judiciaires dans le cadre de la demande de prolongation de maintien administratif prévue aux articles L 552-1,2,3,4,5,et 6 du code relatif à l'entrée et au séjour des étrangers et au droit d'asile ainsi que de la demande de prorogation de ce maintien pour une période complémentaire au titre des articles L 552-7 et 8 du même code ;
4. les lettres de saisine des autorités judiciaires dans le cadre de la procédure prévue à l'article L 624-1 du code précité ;
5. Les notifications des arrêtés de refus de séjour ou portant application des procédures d'admission et de réadmission sur le fondement du règlement européen du 18 février 2003 ;
6. les mandats de représentation du Préfet devant le Juge des Libertés et de la Détention ;
7. Les procès-verbaux d'assimilation effectués dans le cadre d'une demande de naturalisation ;
8. les récépissés de dépôt de demande de naturalisation par décret ;
9. les décisions refusant le séjour des demandeurs d'asile en application de l'article L741-4 du code relatif à l'entrée et au séjour des étrangers et au droit d'asile ;
10. les décisions de refus suite aux déclarations d'embauche effectuées par les employeurs ;
11. les déclarations de nationalité ;
12. les récépissés de demande de naturalisation ;

Article 2 - En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DOUCHIN, Directeur des Libertés Publiques et de la Réglementation,

- Monsieur Pascal BIARD attaché principal d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, chef du Bureau des Libertés publiques,
- Monsieur Christian LORIOT, attaché principal d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, chef du Bureau des Titres,
- Monsieur Mathias WOERLE, attaché d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, adjoint au chef du Bureau des Titres,
- Monsieur Jean-Pierre PILLON, attaché principal d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, chef du Service de l'Immigration et de l'Intégration,

sont habilités à signer, en son lieu et place, les pièces, documents ou correspondances ressortissant à leur bureau ou service et pour lesquels Monsieur Marc DOUCHIN a reçu lui-même délégation de signature.

Article 3 - Par ailleurs, délégation leur est donnée à l'effet de signer, dans la limite des attributions de leurs bureaux respectifs, la correspondance courante relative à l'instruction des affaires administratives.

Article 4 - En outre, délégation de signature est donnée à :

1) Monsieur Pascal BIARD attaché principal d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, chef du Bureau des Libertés Publiques, et en cas d'absence ou d'empêchement à Madame Mireille DEVILLIERS, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, Madame Aline PAYET, secrétaire administrative de classe normale, en ce qui concerne :

1. les récépissés de déclaration d'associations (loi de 1901) ;
2. les récépissés des dossiers de libéralités consenties aux associations, fondations, congrégations et établissements publics du culte ainsi que les certificats de non opposition à ces mêmes libéralités ;
3. la délivrance des bons de commande dont bénéficient les candidats à l'occasion des diverses élections, en vue de l'impression des documents électoraux ;
4. le visa des listes électorales et les récépissés de déclaration de candidature aux diverses élections ;
5. les arrêtés et laissez-passer autorisant les transports de corps à l'étranger ;
6. les récépissés de déclaration de création pour les fonds de dotation dont le siège est situé dans le département ;
7. les actes relevant de l'instruction des demandes d'indemnisation locative notamment, les demandes d'information auprès du greffe des tribunaux d'instance et de la Caisse d'Allocations Familiales, les demandes de pièces complémentaires auprès des avocats, huissiers et propriétaires, ainsi que les lettres informant les ménages du versement par l'Etat d'une indemnité locative pour raison de non octroi du concours de la force publique à leur encontre ;
8. les actes relevant de l'instruction et de la notification des décisions relatives à l'évacuation des gens du voyage ou à des interdictions de stationner ;
9. les cartes professionnelles d'agents immobiliers (transactions et gestion), les récépissés de déclaration d'établissement secondaire, les récépissés des dossiers d'aptitude professionnelle présentés par les ressortissants de l'Union Européenne ;
10. les cartes professionnelles des personnes qualifiées pour conduire des visites dans les musées et monuments ;
11. les récépissés de revendeurs d'objets mobiliers ;
12. les arrêtés portant classement des meubles ;

2) Monsieur Christian LORIOT, attaché principal d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, chef du Bureau des Titres et, en cas d'absence ou d'empêchement, à Monsieur Mathias WOERLE, attaché d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, en ce qui concerne :

1. les fiches d'identification des véhicules automobiles ;
2. les cartes d'attribution d'un numéro d'exploitation agricole ;
3. l'agrément des centres de contrôle technique des véhicules et l'agrément des contrôleurs ;
4. les permis de conduire y compris les permis internationaux ;
5. les fiches médicales autorisant la conduite des taxis, ambulances et véhicules de ramassage scolaire ;
6. les attestations de reconstitution de points du permis de conduire ;
7. les récépissés de remise de permis de conduire invalidés pour solde de points ;
8. les conventions d'habilitation et d'agrément avec les professionnels de l'automobile au titre du SIV ;
9. les cartes professionnelles de conducteur de taxi et de petite remise ;
10. les notices de délivrance établies lors de la délivrance de titres de circulation ;
11. les récépissés de dépôt des titres de circulation ;
12. les cartes nationales d'identité et les passeports ;
13. les laissez-passer pour les enfants français de moins de 15 ans ;
14. les autorisations équipement de certains véhicules de dispositifs lumineux ou sonores ;
15. les autorisations individuelles et collectives de sortie des mineurs du territoire métropolitain ;
16. les cartes professionnelles de chauffeur de voiture de tourisme ;
17. les arrêtés portant limitation de la durée de validité et la suspension du permis de conduire suite à visite médicale ;
18. les arrêtés portant rattachement administratif des personnes sans résidence ni domicile fixe ;
19. les attestations provisoires et les titres de circulation délivrés aux personnes sans résidence ni domicile fixe ;
20. les notices de délivrance établies lors de la délivrance de titres de circulation ;
21. les récépissés de dépôt des titres de circulation ;
22. les laissez-passer pour les enfants français de moins de 15 ans ;
23. les autorisations individuelles et collectives de sortie des mineurs du territoire métropolitain ;

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian LORIOT et de Monsieur Mathias WOERLE, délégation de signature est donnée, à Madame Martine DENIS-LEMERCIER, secrétaire administrative de classe supérieure, responsable de la section de délivrance des certificats d'immatriculation au bureau des titres en ce qui concerne la délivrance des fiches d'identification des véhicules.

3) Monsieur Jean-Pierre PILLON, attaché principal d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, chef du service de l'Immigration et de l'Intégration et en cas d'absence ou d'empêchement à **Madame Stéphanie MARIE**, Secrétaire administratif de classe exceptionnelle en ce qui concerne :

- les titres d'identité et de voyage, les titres de voyage, les sauf conduits, les laissez-passer, les titres de séjour, les autorisations provisoires de séjour, les visas, les avis sur les visas de long séjour, les récépissés de demandes de titres de séjour, les décisions d'introduction de familles, les cartes de commerçants et d'artisans, les documents de voyage collectif pour les mineurs étrangers et les documents de circulation, les titres d'identité républicains pour les mineurs étrangers nés en France ;
- les lettres de saisine des autorités judiciaires dans le cadre de la demande de prolongation de maintien administratif prévue aux articles L 552-1,2,3,4,5, et 6 du code relatif à l'entrée et au séjour des étrangers et au droit d'asile ainsi que de la demande de prorogation de ce maintien pour une période complémentaire au titre des articles L 552-7 et 8 du même code ;
- les lettres de saisine des autorités judiciaires dans le cadre de la procédure prévue à l'article L 624-1 du code précité ;
- les notifications des arrêtés de refus de séjour ou portant application des procédures d'admission et de réadmission sur le fondement du règlement européen du 18 février 2003 ;
- les mandats de représentation du Préfet devant le Juge des Libertés et de la Détention
- les procès-verbaux d'assimilation effectués dans le cadre d'une demande de naturalisation ;
- les récépissés de dépôt de demande de naturalisation par décret ;
- les décisions refusant le séjour des demandeurs d'asile en application de l'article L741-4 du code relatif à l'entrée et au séjour des étrangers et au droit d'asile ;
- les décisions de refus suite aux déclarations d'embauche effectuées par les employeurs ;
- les déclarations de nationalité ;
- les récépissés de demande de naturalisation ;

Délégation de signature est donnée à **Monsieur Emmanuel POTIER**, secrétaire administratif de classe normale, chef de section séjour, en ce qui concerne :

- les titres d'identité et de voyage, les titres de voyage, les sauf conduits, les laissez-passer, les titres de séjour, les autorisations provisoires de séjour, les visas, les avis sur les visas de long séjour, les récépissés de demandes de titres de séjour, les décisions d'introduction de familles, les cartes de commerçants et d'artisans, les documents de voyage collectif pour les mineurs étrangers et les documents de circulation, les titres d'identité républicains pour les mineurs étrangers nés en France ;
- les lettres de saisine des autorités judiciaires dans le cadre de la demande de prolongation de maintien administratif prévue aux articles L 552-1,2,3,4,5 et 6 du code relatif à l'entrée et au séjour des étrangers et au droit d'asile ainsi que de la demande de prorogation de ce maintien pour une période complémentaire au titre des articles L 552-7 et 8 du même code ;
- les lettres de saisine des autorités judiciaires dans le cadre de la procédure prévue à l'article L 624-1 du code précité et la représentation du Préfet devant les instances judiciaires ou administratives ;
- les notifications des arrêtés de refus de séjour ou portant application des procédures d'admission et de réadmission sur le fondement du règlement européen du 18 février 2003 ;
- les mandats de représentation du préfet devant le juge des Libertés et de la Détention ;

Délégation est donnée à **Madame Annick BAILLY** et à **Madame Nathalie DOUCHIN**, adjoints administratifs en ce qui concerne :

- les lettres de saisine des autorités judiciaires dans le cadre de la demande de prolongation de maintien administratif prévue aux articles L 552-1,2,3,4,5 et 6 du code relatif à l'entrée et au séjour des étrangers et au droit d'asile ainsi que de la demande de prorogation de ce maintien pour une période complémentaire au titre des articles L 552-7 et 8 du même code ;
- les lettres de saisine des autorités judiciaires dans le cadre de la procédure prévue à l'article L 624-1 du code précité et la représentation du Préfet devant les instances judiciaires ou administratives ;
- les notifications des arrêtés de refus de séjour ou portant application des procédures d'admission et de réadmission sur le fondement du règlement européen du 18 février 2003 ;
- les mandats de représentation du préfet devant le juge des Libertés et de la Détention ;

Délégation est donnée à **Madame Isabelle CHARPENTIER** et **Madame Martine CLEMENT**, adjoints administratifs principaux à l'effet :

- d'entendre les étrangers candidats à la naturalisation ;
- de signer les déclarations de nationalité, les récépissés de dépôt de demande de naturalisation et les procès-verbaux d'assimilation.

Article 5 - En cas d'absence ou d'empêchement d'un chef de bureau ou de service coïncidant avec l'absence ou l'empêchement du Directeur des Libertés Publiques et de la Réglementation, la délégation de signature sera exercée par les attachés principaux et attachés, selon le rang suivant : Monsieur Christian LORiot, Monsieur Jean-Pierre PILLON, Monsieur Pascal BIARD, M. Mathias WOERLE.

Article 6 - Toutes dispositions antérieures au présent arrêté sont abrogées.

Article 7 - Le Secrétaire Général de la Préfecture du Calvados et le Directeur des Libertés Publiques et de la Réglementation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

FAIT à CAEN, le 29 août 2011 Le Préfet, SIGNE Didier LALLEMENT



Arrêté préfectoral du 29 août 2011 portant délégation de signature à Monsieur Zoheir BOUAOUICHE Sous-Préfet de Vire
(Suppléance pour la période du 1er septembre 2011 au 11 septembre 2011 inclus)

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son titre II ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
Vu le décret de Monsieur le Président de la République du 24 juin 2010 portant nomination de Monsieur Didier LALLEMENT, Préfet de la Région Basse-Normandie, Préfet du Calvados ;
Vu le décret du 02 mai 2011 portant nomination de Monsieur Zoheir BOUAOUICHE, en qualité de sous-préfet de Vire ;
Vu l'arrêté préfectoral en date du 23 mai 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Zoheir BOUAOUICHE, sous-préfet de Vire, dans le ressort territorial de son arrondissement ;
Considérant que Monsieur Jacques RANCHÈRE, sous-préfet de Bayeux, sera absent à compter du mercredi 31 août 2011 au soir jusqu'au dimanche 11 septembre 2011 au soir ;

ARRÊTE

Article 1 : Monsieur Zoheir BOUAOUICHE, sous-préfet de l'arrondissement de Vire, assurera la suppléance du sous-préfet de Bayeux pendant la période suivante :

-à compter du mercredi 31 août 2011 au soir jusqu'au dimanche 11 septembre 2011 au soir.

Article 2 : Pendant la durée de cette suppléance, la délégation de signature en date du 23 mai 2011 consentie à Monsieur Zoheir BOUAOUICHE, sous-préfet de l'arrondissement de Vire dans le ressort territorial de son arrondissement, est étendue au ressort de l'arrondissement de Bayeux.

Sont exclus de cette délégation de signature :

- 1) les actes pour lesquels une délégation a été confiée à un chef de service de l'État dans le département,
- 2) les réquisitions de la force armée,
- 3) les arrêtés de conflit.

Article 3 : Le secrétaire général de la Préfecture, le sous-préfet de l'arrondissement de Vire et le sous-préfet de l'arrondissement de Bayeux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture du Calvados.

Fait à Caen, le 29 août 2011 Le Préfet, SIGNE Didier LALLEMENT



CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE CAEN

Décision du 22 août 2011 portant délégation de signature concernant Madame Dominique SAINT-PIERRE

Vu le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L6143-7, D6143-33 à 36 et R6143-38,
Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,
Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 modifiée portant réforme hospitalière,
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,
Vu le décret n° 88-976 du 13 octobre 1988 modifié relatif à certaines positions des fonctionnaires hospitaliers, notamment l'article 1er,
Vu le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code, articles D6143-33 et D6143-34,
Vu le décret n° 2005-921 du 2 août 2005 portant statut particulier des grades et emplois des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1°, 2° et 3°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Hospitalière,
Vu la décision du Directeur Général du CHU de Caen en date du 9 mai 2011, affectant Madame Dominique SAINT PIERRE, en qualité de directrice à l'Institut de Formation des Cadres de Santé,
Vu l'arrêté ministériel en date du 24 septembre 2009 nommant Monsieur Angel PIQUEMAL, Directeur Général du Centre Hospitalier Régional de Caen

DECIDE

Article 1 – Délégation permanente est donnée à Madame Dominique SAINT PIERRE , Directrice de l'Institut de Formation des Cadres de Santé, pour signer les actes, conventions et correspondances relevant de la Direction Générale, dont la liste est annexée à la présente décision, assortie des réserves mentionnées pour chacun, à compter de la date de son entrée en fonctions.

Article 2 – Délégation est donnée à Madame Dominique SAINT-PIERRE afin de signer les actes, conventions et correspondances mentionnés à l'article 1 en cas d'absence ou d'indisponibilité de Madame DESMURS Jacqueline, jusqu'au 28 août 2011.

A Caen, le 22 août 2011 Le Directeur Général SIGNE Angel PIQUEMAL



DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES ET INDIVIDUELLES
--

CABINET DU PREFET

SECTION DE LA SÉCURITÉ ET DES AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

Arrêté préfectoral du 29 juillet 2011 portant modification de la composition de la commission départementale de la sécurité routière

Vu le code de la route et notamment ses articles R 411-10, R 411-11 et R 411-12,

Vu le décret n°2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives,

Vu le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 6 février 2009 portant constitution et organisation de la commission départementale de la sécurité routière,

Vu le courrier du conseil général du Calvados en date du 2 mai 2011,

ARRETE

Article 1 : Les articles 1 et 5 de l'arrêté préfectoral du 6 février 2009 précité sont modifiés comme suit :

Représentants du conseil général du Calvados

Commission départementale de la sécurité routière

Titulaires :

M. Michel GRANGER, conseiller général du canton de BALLEROY

M. Louis LELONG, conseiller général du canton d'ISIGNY-SUR-MER

M. Jean-Pierre LAVISSE, conseiller général du canton de CREULLY

uppléants :

Mme Sylvie LENOURRICHEL, conseillère générale du canton de CAUMONT L'EVENTE

Mme Marie-Odile MARIE, conseillère générale du canton de VILLERS-BOCAGE

M. Olivier QUESNOT, conseiller général du canton de TILLY-SUR-SEULLES

Section épreuves et compétitions sportives

Titulaire :

M. Louis LELONG, conseiller général du canton d'ISIGNY-SUR-MER

Suppléant :

M. Olivier QUESNOT, conseiller général du canton de TILLY-SUR-SEULLES

Le reste des dispositions de l'arrêté préfectoral du 6 février 2009 demeure inchangé.

Article 2 : Le préfet du Calvados est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à CAEN, le 29 juillet 2011 Pour le préfet et par délégation La sous-préfète, directrice de cabinet SIGNE Vanina NICOLI



SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

Arrêté préfectoral du 08 août 2011 relatif à l'agrément pour assurer la formation des agents S.S.I.A.P

Vu le code de la construction et de l'habitation modifié, et notamment les articles R.123-11, R.123-12 et R.122-17;
 Vu le code du travail modifié et notamment les articles L.920-4 à L.920-13;
 Vu le décret N°97-1191 du 19 décembre 1997 modifié pris pour l'application au ministère de l'intérieur du 1° de l'article 2 du décret N° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
 Vu l'arrêté du 18 octobre 1977 modifié portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique, et notamment ses articles GH-60, GH-62 et GH-63 ;
 Vu l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et notamment ses articles MS-46, MS-47 et MS-48 ;
 Vu l'arrêté du 2 mai 2005 modifié relatif à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grandes hauteurs et notamment l'article 12 ;
 Vu la demande de renouvellement de l'agrément du 7 avril 2011 formulée par Monsieur Rémi BORDET, directeur régional de l'Association nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes à 52 rue Saint-Gabriel – 14050 CAEN cedex 4 ;
 Vu l'avis favorable du 21 juillet 2011 émis par le Directeur départemental des services d'incendie et de secours du Calvados ;
 Sur proposition de la Directrice de Cabinet ;

ARRETE

Article 1er : L'agrément pour assurer la formation des agents des Services de Sécurité Incendie et d'Assistance aux Personnes (SSIAP) des niveaux 1, 2 et 3 du personnel permanent du service de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur est renouvelé sous le n° 14-11/02 au centre de formation « AFPA » dont le siège social est situé à 52 rue Jean Gabriel 14050 CAEN cedex 4 pendant une période de cinq ans à compter de ce jour.

Article 2 : La Directrice de Cabinet, le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours du Calvados, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Caen, le 8 août 2011 Pour le Préfet et par délégation, Le Secrétaire Général **SIGNE** Olivier JACOB



Arrêté préfectoral N° 14/2011/008 du 10 août 2011 - certificat de qualification C4-T2 délivré à Mme Sandra CHAPRON

Vu le décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;
 Vu l'arrêté du 31 mai 2010 pris en application des articles 3, 4 et 6 du décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;
 Vu l'attestation de stage délivrée le 6 mai 2011 par la société EURO BENGAL ;
 Vu l'attestation de réussite à l'évaluation des connaissances délivrée le 5 mai 2011 par la société EURO BENGAL ;
 Vu les documents attestant de la participation du demandeur à 3 spectacles pyrotechniques,

ARRETE

Article 1er : Le certificat de qualification niveau 1 prévu à l'article 6 du décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 susvisé est délivré à :

Nom : CHAPRON

Prénom : Sandra

Adresse : 3 rue du lavoir – 14710 VIERVILLE SUR MER

Date et lieu de naissance : 24 juin 1983 à FALAISE (14)

Article 2 : Le présent certificat de qualification niveau 1 est valable du 10 août 2011 au 09 août 2016.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture du Calvados, le Colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie Départementale du Calvados, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Caen, le 10 août 2011 Pour le Préfet et par délégation Le Secrétaire Général **SIGNE** Olivier JACOB



Arrêté préfectoral du 11 août 2011 portant agrément relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement destinés à être lancés par un mortier

Vu le Code de la défense ;
Vu le décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;
Vu la demande d'agrément présentée et l'ensemble des pièces y annexées ;
Vu l'avis favorable du Groupement de Gendarmerie du Calvados du 9 août 2011 ;
Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général ;

A R R E T E

Article 1er :

L'agrément prévu à l'article 5 du décret n° 2010-580 susvisé est délivré à :

- Nom : THOMAS
 - Prénom : Mathieu
 - Date de naissance : 22 avril 1988
 - Adresse ou domiciliation : Chemin de la Fontaine – 14400 VIENNE EN BESSIN
- en vue de l'utilisation des artifices de divertissement destinés à être lancés par un mortier appartenant aux groupes C2 et C3.

Article 2 :

Le présent agrément a une durée de validité de 5 ans.

Article 3 :

Le Préfet du Calvados est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Calvados.

Fait à CAEN, le 11 août 2011 Pour le Préfet et par délégation Le Secrétaire Général SIGNE Olivier JACOB



 PREFECTURE DE L'ORNE – PREFECTURE DU CALVADOS

Arrêté interpréfectoral du 17 août 2011 modifiant le siège du Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de l'Ortier

Le préfet de l'Orne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Le préfet de la région Basse-Normandie,
Préfet du Calvados,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier dans l'Ordre National du Mérite,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.5211-20,
VU l'arrêté préfectoral du 2 février 2011 portant constitution du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de l'Ortier,
VU la délibération du conseil syndical du 18 février 2011 décidant le transfert du siège dudit syndicat en mairie du Renouard,
VU les délibérations des communes de Camembert (12 juillet 2011), Crouttes (12 avril 2011), Les Champeaux-en-Auge (27 avril 2011), Ecorches (4 mars 2011), Montreuil-la-Cambe (10 mars 2011), Les Moutiers en Auge (17 décembre 2010), Le Renouard (25 février 2011), Saint Germain-de-Montgommery (11 avril 2011), Saint Gervais-des-Sablons (11 mars 2011), et Trun (8 juillet 2011) approuvant le transfert du siège dudit syndicat,
VU la décision réputée favorable du conseil municipal des communes de La Chapelle-Haute-Grue, Fontaine-les-Bassets et Louvières-en-Auge, ces collectivités n'ayant pas délibéré dans le délai de trois mois fixé par l'article L.5211-20 du code général des collectivités territoriales,
VU l'avis du directeur départemental des finances publiques de l'Orne en date du 15 juin 2011,
CONSIDERANT que les conditions de majorité prévues à l'article L.5211-20 du code précité sont réunies,
SUR proposition du sous-préfet d'Argentan,

ARRÊTENT :

ARTICLE 1 – L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 2 février 2011 est modifié ainsi qu'il suit :
« Le siège du syndicat est fixé en mairie du Renouard. »

ARTICLE 2 - Le secrétaire général de la préfecture du Calvados,
le secrétaire général de la préfecture de l'Orne,
le sous-préfet d'Argentan,
le président du syndicat d'alimentation en eau potable de l'Ortier,
les maires des communes susvisées,
le directeur départemental des finances publiques de l'Orne,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs des préfectures du Calvados et de l'Orne et dont copie sera adressée au directeur départemental des territoires du Calvados et de l'Orne.

Fait le 17 août 2011

Alençon,

Le Préfet,
Pour le préfet,
Le secrétaire général suppléant

SIGNE

Jean-Yves FRAQUET

Caen,

Le Préfet,
Pour le préfet,
Le secrétaire général

SIGNE

Olivier JACOB



DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Arrêté préfectoral du 22 juillet 2011 fixant la composition de la commission consultative de l'environnement pour l'aérodrome de Caen-Carpiquet

VU la loi n°85-696 du 11 juillet 1985 modifiée relative à l'urbanisme au voisinage des aérodromes ;
 VU la loi n°92-1444 du 31 décembre 1992 modifiée relative à la lutte contre le bruit ;
 VU l'article L 571-13 du Code de l'Environnement relatif aux Commissions Consultatives de l'Environnement des aérodromes ;
 VU les articles R571-70 à R571-80 du code de l'Environnement relatifs aux commissions susvisées et notamment son article R571-73 ;
 VU la circulaire interministérielle du 23 juillet 1987 relative aux Commissions Consultatives de l'Environnement des aérodromes ;
 VU l'arrêté préfectoral du 26 mars 2009 modifié les 16 juin, 28 septembre 2010 et 6 juillet 2011 fixant la composition de la Commission Consultative de l'Environnement de l'aérodrome de Caen-Carpiquet ;
 VU l'organigramme de la Direction de la Sécurité de l'Aviation Civile Ouest
 SUR PROPOSITION du Directeur des Collectivités Locales et de l'Environnement,

A R R E T E

Article 1er : L'article 1er de l'arrêté préfectoral du 26 mars 2009 modifié fixant la composition de la commission consultative de l'environnement pour l'aérodrome de Caen-Carpiquet présidée par le Préfet ou son représentant, est modifié de la façon suivante :

4- Au titre des représentants de l'Administration, appelés à assister de façon permanente aux réunions

- M. le Préfet de la Région Basse-Normandie, Préfet du Calvados ou son représentant, Président
- M. le Directeur de la Sécurité de l'Aviation Civile Ouest ou son représentant
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ou son représentant
- M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer ou son représentant
- M. le Chef de la Circulation Aérienne de l'aérodrome de Caen-Carpiquet

Article 2 : Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral du 26 mars 2009 modifié demeurent inchangées.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture du Calvados est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des Actes Administratifs de la Préfecture du Calvados. Une copie de cet arrêté sera adressée à chaque membre de la commission et aux maires des communes concernées.

Fait à Caen, le 22 juillet 2011 Pour le Préfet et par délégation Le Secrétaire Général absent Le Sous-Préfet de Lisieux SIGNE Bertin DESTIN

**Arrêté préfectoral du 12 août 2011 modifiant les conditions d'exploitation de la cidrerie de la société Cidreries du Calvados La Fermière (CCLF) située sur le territoire de la commune de LIVAROT.**

Par arrêté préfectoral complémentaire du 12 août 2011, le Préfet de la Région Basse-Normandie, Préfet du Calvados, a modifié les conditions d'exploitation de la cidrerie de la société Cidreries du Calvados La Fermière (CCLF) située sur le territoire de la commune de LIVAROT.

Ces modifications sont accordées sous réserve du droit des tiers et du respect des prescriptions figurant dans l'arrêté.

Une copie de cet arrêté est déposée aux archives de la mairie de LIVAROT où toute personne pourra en prendre connaissance.

Fait à CAEN, le 12 août 2011 Pour le Préfet et par délégation Le Secrétaire Général SIGNE Olivier JACOB



Arrêté préfectoral du 16 août 2011 portant autorisation de la réalisation de travaux de réhabilitation d'une parcelle et d'aménagement de l'entrée ouest de la réserve naturelle nationale de la Falaise du Cap Romain

VU les dispositions du code de l'environnement relatif aux réserves naturelles et notamment ses articles R332-23 à R332-27 ;
 VU l'article L321-9 du code de l'environnement relatif aux conditions de circulation et de stationnement sur le domaine public maritime ;
 VU le décret n°84-635 du 16 juillet 1984 portant création de la réserve naturelle nationale de la Falaise du Cap Romain (Calvados) ;
 VU la convention de gestion en date du 9 mai 2008 portant désignation de l'association Patrimoine Géologique de Normandie en tant que gestionnaire de la réserve naturelle nationale de la Falaise du Cap Romain ;
 VU la zone de préemption créée le 2 février 2009 par le Conseil Général du Calvados sur le territoire de la réserve naturelle de la Falaise du Cap Romain et l'acquisition par ses soins de la parcelle cadastrée AE 41 sise en sommet de falaise ;
 VU le projet présenté par le Conseil Général du Calvados en collaboration avec l'association Patrimoine Géologique de Normandie, visant à réhabiliter ladite parcelle et modifiant l'aménagement de l'entrée ouest du site ;
 VU l'avis favorable du comité consultatif de la réserve naturelle exprimé le 13 décembre 2010 ;
 VU l'avis favorable du conseil municipal de la commune de Bernières-sur-Mer en date du 28 février 2011 ;
 VU l'avis favorable du conseil municipal de la commune de Saint-Aubin-sur-Mer en date du 16 juin 2011 ;
 VU l'avis favorable de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, réunie dans sa formation « Nature », exprimé le 15 mars 2011 ;
 VU l'avis favorable du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel de Basse-Normandie exprimé le 13 mai 2011 ;
 SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Basse-Normandie ;

A R R E T E

Article 1er - Le président du Conseil Général du Calvados et le président de l'association Patrimoine Géologique de Normandie sont autorisés à mettre en œuvre le projet de réhabilitation de la parcelle cadastrée AE 41, incluant l'aménagement de l'entrée ouest de la réserve naturelle nationale de la Falaise du Cap Romain.

Article 2 - Cette autorisation inclut le stationnement et la circulation des engins indispensables à la réalisation des travaux à l'intérieur du périmètre de la réserve naturelle, ainsi qu'en périphérie pour la pose des clôtures.

Article 3 - Les caractéristiques des travaux devront tenir compte des préconisations du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel de Basse-Normandie, notamment :

- éviter l'utilisation de bois traité chimiquement,
- privilégier le grattage de la parcelle concernée et l'expression d'un processus naturel de colonisation de la végétation,
- en cas d'apport nécessaire de terre ou de semences :
 - tenir compte des graminées inventoriées dans le plan de gestion de la réserve naturelle,
 - proscrire l'apport de terre extérieure à la commune afin de réduire le risque de développement d'espèces non caractéristiques du milieu, voire invasives.

Article 4 - Le président du Conseil Général du Calvados et le président de l'association Patrimoine Géologique de Normandie informeront, chacun pour ce qui le concerne, la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Basse-Normandie de l'achèvement des travaux.

Article 5 - Cette décision s'applique sans préjudice des autres législations et réglementations en vigueur.

Article 6 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture du Calvados, le président du Conseil Général du Calvados, le président de l'association Patrimoine Géologique de Normandie, le directeur départemental des territoires et de la mer du Calvados, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Basse-Normandie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Calvados.

Fait à CAEN, le 16 août 2011 Pour le Préfet et par délégation Le Secrétaire Général SIGNE Olivier JACOB



BUREAU DU CONTRÔLE DE LÉGALITÉ, DE L'URBANISME ET DE L'INTERCOMMUNALITÉ

Arrêté préfectoral du 18 juillet 2011 autorisant la Communauté de Communes du Pays de Livarot à étendre ses compétences

VU les articles L 5211-1 à L 5211-61 et L 5214-1 à L 5212-29 du code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 5211-17,
 VU, en date du 20 décembre 2001, l'arrêté préfectoral autorisant la constitution de la "Communauté de Communes du Pays de Livarot",
 VU, en date des 18 et 25 août 2006, les arrêtés préfectoraux autorisant la communauté de communes à modifier ses statuts et à définir son intérêt communautaire,
 VU, en date des 16 juillet 2008 et 13 mars 2009, les arrêtés préfectoraux autorisant la communauté de communes à étendre ses compétences,
 VU, en date du 18 mai 2009, l'arrêté préfectoral autorisant la communauté de communes à transférer son siège 68 rue Marcel Gambier à LIVAROT,
 VU, en date du 7 avril 2011, les délibérations du conseil de communauté demandant à étendre ses compétences aux bibliothèques et à une médiathèque et à la restauration et l'entretien des canaux et des cours d'eau,
 VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes membres,
 CONSIDÉRANT que la majorité requise est atteinte,
 SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Calvados,

ARRÊTE

Article 1er – La Communauté de Communes du Pays de Livarot est autorisée à étendre ses compétences à la création, l'aménagement, la gestion des bibliothèques et d'une médiathèque à LIVAROT et à la restauration et l'entretien des canaux et cours d'eau.

En conséquence, l'article 6 de l'arrêté constitutif est modifié comme suit :

Article 6 - La communauté de communes a pour compétences :

COMPETENCES OBLIGATOIRES

1 - Aménagement de l'espace

- Élaboration d'un schéma de cohérence territoriale (SCOT) (la CdC se substitue aux communes pour l'élaboration du SCOT au sein du syndicat mixte chargé de celui-ci).
- Concertation pour l'aménagement de l'espace.
- Initiative, création et réalisation de zones d'aménagement concerté (ZAC).
- Schéma de développement commercial.
- Élaboration, révision et suivi du plan local d'urbanisme intercommunal (PLU).
- Charte du pays : élaboration et approbation à terme dans le cadre de la contractualisation avec l'État et la Région.

2 - Développement économique

- Extension, aménagement, gestion et entretien de zones d'activités industrielle, commerciale, tertiaire, agricole, artisanale ou touristique d'intérêt communautaire. Sont reconnues d'intérêt communautaire les zones d'activité postérieures à la date de création de la communauté de communes et à créer.
- Actions de développement économique.
- Ouverture et gestion d'un centre de rassemblement d'animaux.
- Création, aménagement et gestion d'un camping de LIVAROT (équipement touristique).
- Accueil, information, promotion touristique sur le territoire communautaire en partenariat avec l'office de tourisme de LIVAROT.

COMPETENCES OPTIONNELLES

1 - Protection et mise en valeur de l'environnement

- Traitement et collecte des ordures ménagères et assimilés.
- Entretien des sentiers ruraux de randonnées.
- Étude de zonage en matière d'assainissement.
- Création et gestion d'un service public d'assainissement non collectif (SPANC) pour la réalisation des contrôles obligatoires à savoir le contrôle des installations neuves, le contrôle diagnostic de l'existant puis le contrôle périodique de bon fonctionnement et entretien de ces installations, et proposition aux usagers de ce service de la réalisation de l'entretien de leur installation à la suite des contrôles, la réhabilitation sous maîtrise d'ouvrage public de leur installation.
- Élaboration et suivi d'une zone de développement éolien.
- Restauration et entretien des canaux et cours d'eau.

2 - Politique du logement et du cadre de vie

- OPAH : opération programmée d'amélioration de l'habitat.
- Accueil des gens du voyage.
- Maisons des services publics : gestion de maisons des services publics.
- Élaboration d'un programme local de la construction et de l'habitation.

3 - Création, aménagement et entretien de la voirie

- Création, aménagement et entretien de la voirie : la voirie intercommunale comprend l'ensemble des voies communales et chemins ruraux ainsi que leurs dépendances existant à la date de la création de la communauté de communes et des voies à créer.

4 - Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs et d'équipement de l'enseignement préélémentaire et élémentaire

- Centre culturel du Pays de Livarot ayant pour vocation d'assurer tout type d'enseignement culturel.
- Création, aménagement, gestion des bibliothèques et d'une médiathèque à LIVAROT.
- Gestion d'équipements sportifs : sont reconnus d'intérêt communautaire les équipements sportifs existants à la date de création de la communauté de communes (terrain sportif de FERVAQUES et les locaux afférents, terrain sportif de LIVAROT et les locaux afférents, gymnase A. Gauclin, salle de judo) et les équipements sportifs nouveaux.

5 – Actions sociales

- Construction, gestion et aménagement de la Maison d'Accueil Rurale pour Personnes Agées (MARPA) de FERVAQUES.
- Construction, gestion et aménagement de la maison médicale pluridisciplinaire de LIVAROT.

AUTRES COMPETENCES

1 - Transport

- Transports scolaires par délégation.
- Transports péri-scolaires et extra-scolaires.
- Transports de personnes privées au titre d'une association ou d'une collectivité territoriale.

Article 2 – Copie du présent arrêté qui sera inséré dans le recueil des actes administratifs de la Préfecture, sera adressée aux :

- Président de la communauté de communes
 - Maires des communes membres
 - Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des Collectivités Territoriales et de l'Immigration - Direction Générale des Collectivités Locales, Bureau des Structures Territoriales
 - Sous Préfet de LISIEUX
 - Directeur Départemental des Territoires et de la Mer
 - Inspecteur d'Académie
 - Administrateur Général des Finances Publiques de la Région Basse-Normandie
 - Trésorier de LIVAROT
- chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CAEN, le 18 juillet 2011 Le Préfet Signé Didier LALLEMENT



BUREAU DES AFFAIRES FINANCIÈRES

Arrêté préfectoral du 16 août 2011 fixant le nombre et la répartition des sièges de la commission consultative d'élus chargée de fixer les catégories et taux de subvention au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, modifiée notamment par la loi n° 95-1346 du 30 décembre 1995 portant loi de finances pour 1996 et la loi n° 96-241 du 26 mars 1996 portant diverses dispositions relatives aux concours de l'Etat aux collectivités territoriales et aux mécanismes de solidarité financière entre collectivités territoriales,

VU la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;

VU l'article 179 de la loi de finances pour 2011, portant création la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) et définissant ses modalités de gestion et d'attribution,

CONSIDERANT qu'il existe dans le département du Calvados, 696 communes et 36 établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre éligibles à la dotation d'équipement des territoires ruraux,

VU l'article L 2234-37 du code générale des collectivités territoriales instituant une commission chargée de fixer les catégories d'opérations prioritaires et les taux minimaux et maximaux de subvention applicables à chacune d'elles

SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1er : Le nombre et la répartition des sièges de la commission consultative d'élus chargée de fixer les catégories prioritaires et les taux de subvention, en vue de la répartition de la dotation d'équipement des territoires ruraux, instituée dans le département du Calvados, sont fixés ainsi qu'il suit :

- 14 représentants des maires dont la population n'excède pas 20 000 habitants
- 15 représentants des communautés de communes dont la population n'excède pas 20 000 habitants

ARTICLE 2 : Le Secrétaire Général de la préfecture du Calvados est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Fait à CAEN, le 16 août 2011 Pour le Préfet et par délégation, Le Secrétaire Général, SIGNE Olivier JACOB



DIRECTION DES LIBERTÉS PUBLIQUES ET DE LA RÉGLEMENTATION

BUREAU DES LIBERTES PUBLIQUES**Arrêté préfectoral DLPR-B1-11- 365 du 19 août 2011 portant habilitation dans le domaine funéraire de l'entreprise de Pompes Funèbres LEMERRE, sise à VILLERS BOCAGE**

VU le Chapitre III du Titre II du Code Général des Collectivités Territoriales ;
VU le décret n° 95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire ;
VU la demande de renouvellement formulée par Madame Anita LE BARON, représentant légal de la SARL « POMPES FUNEBRES LEMERRE » sise à VILLERS-BOCAGE (14) ;
SUR proposition du Secrétaire Général,

ARRETE

Article 1er – La SARL « POMPES FUNEBRES LEMERRE » située 5, rue Richard Lenoir à VILLERS BOCAGE (14310) exploitée par Madame Anita LE BARON, est habilitée pour exercer sur l'ensemble du territoire l'activité funéraire suivante :

- Organisation des Obsèques,
- Fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires,
 - Fourniture de personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations,
 - Fourniture de corbillard,
 - Transport de corps après mise en bière,
 - Transport de corps avant mise en bière,
 - Soins de conservation et Transport de corps avant ou après mise en bière (en sous-traitance).

Article 2 - Le numéro de l'habilitation est 11 - 14 - 02 - 057.

Article 3 - La durée de la présente habilitation est fixée à un an.

Article 4 - Le Secrétaire Général de la Préfecture du Calvados est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à CAEN, le 19 août 2011 Pour le préfet et par délégation Le Directeur SIGNE Marc DOUCHIN



 SOUS PREFECTURE DE BAYEUX

Arrêté préfectoral du 03 août 2011 portant agrément de Monsieur Francis PICOT en qualité de garde particulier, garde-chasse particulier

VU le code de procédure pénale, notamment ses articles 29, 29-1 et R.15-33-24 à R.15-33-29-2 ;

VU mon arrêté préfectoral en date du 17 novembre 2008 donnant délégation de signature à M. Jacques RANCHERE, Sous-Préfet de BAYEUX ;

VU la commission délivrée par Monsieur Daniel HEBERT, demeurant La Croix des Landes 14240 TORTEVAL-QUESNAY, à Monsieur Francis PICOT, par laquelle il lui confie la surveillance des terres et droits de chasse dont il est détenteur ;

VU mon arrêté préfectoral n° AT 14/2007-075 en date du 7 août 2007 reconnaissant l'aptitude technique de Monsieur Francis PICOT ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la sous-préfecture de Bayeux ;

ARRETE

Article 1er : Monsieur Francis PICOT, né le 6 mai 1956 à La Chapelle Cécelin (Manche), demeurant 113, le Pont Hébert 14240 CORMOLAIN, est agréé en qualité de garde particulier, garde-chasse particulier pour constater tous délits et contraventions qui portent atteinte aux propriétés et droits de chasse de Monsieur Daniel HEBERT, domicilié La Croix des Landes 14240 TORTEVAL-QUESNAY.

Article 2 : La liste des propriétés ou des territoires concernés est précisée dans la commission annexée au présent arrêté.

Article 3 : Le présent agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Article 4 : Préalablement à son entrée en fonction, Monsieur Francis PICOT doit prêter serment devant le tribunal d'instance de CAEN.

Article 5 : Dans l'exercice de ses fonctions, Monsieur Francis PICOT doit être porteur en permanence du présent arrêté et de sa carte d'agrément qui doivent être présentés à toute personne qui en fait la demande.

Article 6 : Le présent agrément doit être retourné sans délai à la sous-préfecture en cas de cessation de fonctions, que celle-ci résulte de l'initiative du garde particulier, de son employeur ou de la perte des droits du commettant.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification, d'un recours gracieux auprès du sous-préfet de BAYEUX ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique proroge de deux mois le délai pour exercer un recours contentieux.

Article 8 : Le sous-préfet est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Francis PICOT et dont copie sera remise à Monsieur Daniel HEBERT, à Monsieur le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage et à Monsieur le capitaine commandant la compagnie de gendarmerie de BAYEUX. En outre, il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Bayeux, le 3 août 2011 Pour le préfet et par délégation, l'adjointe au secrétaire général SIGNE Hélène TASSILLY

**Arrêté préfectoral du 8 août 2011 portant agrément de Monsieur Alain LEMARQUAND en qualité de garde particulier, garde-chasse particulier**

VU le code de procédure pénale, notamment ses articles 29, 29-1 et R.15-33-24 à R.15-33-29-2 ;

VU mon arrêté préfectoral en date du 17 novembre 2008 donnant délégation de signature à M. Jacques RANCHERE, Sous-Préfet de BAYEUX ;

VU la commission délivrée par Monsieur Francis LANDEAU, demeurant Le Clos Mondeville 14480 CREPON, à Monsieur Alain LE MARQUAND, par laquelle il lui confie la surveillance des terres et droits de chasse dont il est détenteur ;

VU mon arrêté préfectoral n° AT 14/2011-373 en date du 27 juillet 2011 reconnaissant l'aptitude technique de Monsieur Alain LE MARQUAND ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la sous-préfecture de Bayeux ;

ARRETE

Article 1er : Monsieur Alain LE MARQUAND, né le 28 mai 1954 à Ecrammeville (Calvados), demeurant 5, rue d'Auville 50500 LES VEYS, est agréé en qualité de garde particulier, garde-chasse particulier pour constater tous délits et contraventions qui portent atteinte aux propriétés et droits de chasse de Monsieur Francis LANDEAU, domicilié Le Clos Mondeville 14480 CREPON.

Article 2 : La liste des propriétés ou des territoires concernés est précisée dans la commission annexée au présent arrêté.

Article 3 : Le présent agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Article 4 : Préalablement à son entrée en fonction, Monsieur Alain LE MARQUAND doit prêter serment devant le tribunal d'instance de CAEN.

Article 5 : Dans l'exercice de ses fonctions, Monsieur Alain LE MARQUAND doit être porteur en permanence du présent arrêté et de sa carte d'agrément qui doivent être présentés à toute personne qui en fait la demande.

Article 6 : Le présent agrément doit être retourné sans délai à la sous-préfecture en cas de cessation de fonctions, que celle-ci résulte de l'initiative du garde particulier, de son employeur ou de la perte des droits du commettant.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification, d'un recours gracieux auprès du sous-préfet de BAYEUX ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique proroge de deux mois le délai pour exercer un recours contentieux.

Article 8 : Le sous-préfet est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Alain LE MARQUAND et dont copie sera remise à Monsieur Francis LANDEAU, à Monsieur le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage et à Monsieur le capitaine commandant la compagnie de gendarmerie de BAYEUX. En outre, il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Bayeux, le 8 août 2011 Pour le préfet et par délégation, l'adjointe au secrétaire général SIGNE Hélène TASSILLY



Arrêté préfectoral du 23 août 2011 portant agrément de Monsieur Robert PEROT en qualité de garde particulier, garde-chasse particulier

VU le code de procédure pénale, notamment ses articles 29, 29-1 et R.15-33-24 à R.15-33-29-2,
 VU le code de l'environnement, notamment son article R.428-25,
 VU l'arrêté préfectoral en date du 19 juillet 2010 donnant délégation de signature à M. Jacques RANCHERE, Sous-Préfet de BAYEUX,
 VU la commission délivrée par Monsieur Gaston MOUILLARD demeurant à LA CAMBE (14230) à Monsieur Robert PEROT par laquelle il (elle) lui confie la surveillance de ses droits de chasse,
 VU mon arrêté préfectoral n° AT14/2007-077 en date du 10 août 2007 reconnaissant l'aptitude technique de Monsieur Robert PEROT,
 Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la sous-préfecture de Bayeux,

ARRETE

Article 1er : Monsieur Robert PEROT, né le 25 janvier 1944 à BAYEUX (14), demeurant Lieu Chantrel à DEUX-JUMEAUX (14230) est agréé en qualité de garde particulier, garde-chasse particulier pour constater tous délits et contraventions dans le domaine de la chasse prévues au code de l'environnement qui portent préjudice aux droits de chasser de Monsieur Gaston MOUILLARD.

Article 2 : La liste des propriétés ou des territoires concernés est précisée dans la commission annexée au présent arrêté.

Article 3 : Le présent agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Article 4 : Préalablement à son entrée en fonction, Monsieur Robert PEROT doit prêter serment devant le tribunal d'instance de CAEN.

Article 5 : Dans l'exercice de ses fonctions, Monsieur Robert PEROT doit être porteur en permanence du présent arrêté et de sa carte d'agrément qui doivent être présentés à toute personne qui en fait la demande.

Article 6 : Le présent agrément doit être retourné sans délai à la sous-préfecture en cas de cessation de fonctions, que celle-ci résulte de l'initiative du garde particulier, de son employeur ou de la perte des droits du commettant.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification, d'un recours gracieux auprès du sous-préfet de BAYEUX ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'environnement et du développement durable, ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique proroge de deux mois le délai pour exercer un recours contentieux.

Article 8 : Le sous-préfet est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Robert PEROT, et dont copie sera remise à Monsieur Gaston MOUILLARD, à Monsieur le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage et à Monsieur le capitaine commandant la compagnie de gendarmerie de BAYEUX. En outre, il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Bayeux, le 23 août 2011. Pour le préfet et par délégation, le secrétaire général **SIGNÉ** Gérard AUZOU



Arrêté préfectoral du 23 août 2011 portant agrément de Monsieur Robert PEROT en qualité de garde particulier, garde-chasse particulier

VU le code de procédure pénale, notamment ses articles 29, 29-1 et R.15-33-24 à R.15-33-29-2,
 VU le code de l'environnement, notamment son article R.428-25,
 VU l'arrêté préfectoral en date du 19 juillet 2010 donnant délégation de signature à M. Jacques RANCHERE, Sous-Préfet de BAYEUX,
 VU la commission délivrée par Monsieur Alain LEFEVRE demeurant à FORMIGNY (14710) à Monsieur Robert PEROT par laquelle il (elle) lui confie la surveillance de ses droits de chasse,
 VU mon arrêté préfectoral n° AT14/2007-077 en date du 10 août 2007 reconnaissant l'aptitude technique de Monsieur Robert PEROT,
 Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la sous-préfecture de Bayeux,

ARRETE

Article 1er : Monsieur Robert PEROT, né le 25 janvier 1944 à BAYEUX (14), demeurant Lieu Chantrel à DEUX-JUMEAUX (14230) est agréé en qualité de garde particulier, garde-chasse particulier pour constater tous délits et contraventions dans le domaine de la chasse prévues au code de l'environnement qui portent préjudice aux droits de chasser de Monsieur Alain LEFEVRE.

Article 2 : La liste des propriétés ou des territoires concernés est précisée dans la commission annexée au présent arrêté.

Article 3 : Le présent agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Article 4 : Préalablement à son entrée en fonction, Monsieur Robert PEROT doit prêter serment devant le tribunal d'instance de CAEN.

Article 5 : Dans l'exercice de ses fonctions, Monsieur Robert PEROT doit être porteur en permanence du présent arrêté et de sa carte d'agrément qui doivent être présentés à toute personne qui en fait la demande.

Article 6 : Le présent agrément doit être retourné sans délai à la sous-préfecture en cas de cessation de fonctions, que celle-ci résulte de l'initiative du garde particulier, de son employeur ou de la perte des droits du commettant.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification, d'un recours gracieux auprès du sous-préfet de BAYEUX ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'environnement et du développement durable, ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique proroge de deux mois le délai pour exercer un recours contentieux.

Article 8 : Le sous-préfet est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Robert PEROT, et dont copie sera remise à Monsieur Alain LEFEVRE, à Monsieur le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage et à Monsieur le capitaine commandant la compagnie de gendarmerie de BAYEUX. En outre, il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Bayeux, le 23 août 2011 Pour le préfet et par délégation, le secrétaire général **SIGNE** Gérard AUZOU



SOUS-PREFECTURE DE LISIEUX

BUREAU DE LA RÉGLEMENTATION, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA SÉCURITÉ CIVILE

Arrêté préfectoral n°2011/ 12 du 04 août 2011 portant agrément de Monsieur Olivier DUJARRIER en qualité de garde particulier,

VU le code de procédure pénale, notamment ses articles 29, 29-1 et R.15-33-24 à R.15-33-29-2,

VU le code de l'environnement, notamment son article R.428-25,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 juillet 2010, donnant délégation de signature au Sous-Préfet de Lisieux,

VU la commission délivrée par Madame Marthe LECESNE à Monsieur Olivier DUJARRIER par laquelle il lui confie la surveillance de ses propriétés sur la commune de LA CHAPELLE-YVON,

VU l'arrêté n° GPAP 50.4.11.024 du Préfet de la MANCHE, du 27 juin 2011 reconnaissant l'aptitude technique de Monsieur Olivier DUJARRIER,

Sur proposition du Sous-Préfet de LISIEUX,

ARRÊTE

Article 1er : Monsieur Olivier DUJARRIER, né le 13 février 1974 à Lisieux (14), demeurant 3 rue de Loraille à ORBEC (14290), est agréé en qualité de garde particulier pour constater tous délits et contraventions qui portent atteinte aux propriétés de Marthe LECESNE sur le territoire de la commune de LA CHAPELLE-YVON.

Article 2 : La liste des propriétés ou des territoires concernés est précisée dans la commission annexée au présent arrêté.

Article 3 : Le présent agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Article 4 : Préalablement à son entrée en fonctions, Monsieur Olivier DUJARRIER doit prêter serment devant le tribunal d'instance de LISIEUX.

Article 5 : Dans l'exercice de ses fonctions, Monsieur Olivier DUJARRIER doit être porteur en permanence du présent arrêté et de sa carte d'agrément qui doivent être présentés à toute personne qui en fait la demande.

Article 6 : Le présent agrément doit être retourné sans délai à la sous-préfecture en cas de cessation de fonctions, que celle-ci résulte de l'initiative du garde particulier, de son employeur ou de la perte des droits du commettant.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Sous-Préfet de LISIEUX ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration ou du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique proroge de deux mois le délai pour exercer un recours contentieux.

Article 8 : Le Sous-Préfet de LISIEUX est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Olivier DUJARRIER. En outre, une mention de cet arrêté sera insérée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Fait à Lisieux, le 04 août 2011 Pour le Sous-Préfet, et par délégation, Le Secrétaire Général, SIGNE Philippe GIRONDEL



 SOUS-PREFECTURE DE VIRE

Arrêté préfectoral n°2011/610 du 16 août 2011 portant agrément de Monsieur Maurice LEFRAS en qualité de garde-chasse particulier

VU le code de procédure pénale, notamment ses articles 29, 29-1 et R.15-33-24 à R. 15-33-29-2 ;

VU le code de l'environnement, notamment son article R.428-25 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 23 mai 2011, portant délégation de signature au profit de M. Zoheir BOUAOUICHE, sous-préfet de VIRE ;

VU la commission délivrée par Monsieur Eric ROCHEROLLE demeurant à PARIS à Monsieur Maurice LEFRAS par laquelle il lui confie la surveillance de ses propriétés et droits de chasse ;

VU l'arrêté n° GPAP 50.09.134 du Préfet de la Manche en date du 17 septembre 2009 reconnaissant l'aptitude technique de Monsieur Maurice LEFRAS ;

Sur proposition de Monsieur le Sous-Préfet de VIRE ;

ARRETE

Article 1er : Monsieur Maurice LEFRAS, né le 3 janvier 1950 à LES CRESNAYS (50), demeurant 9 rue Alexandre Mauduit à SOURDEVAL (50150) est agréé en qualité de garde-chasse particulier pour constater tous délits et contraventions dans le domaine de la chasse prévus au code de l'environnement qui portent préjudice aux droits de chasse de Monsieur Eric ROCHEROLLE sur le territoire des communes de LE GAST et SAINT SEVER.

Article 2 : La liste des propriétés ou des territoires concernés est précisée dans la commission annexée au présent arrêté.

Article 3 : Le présent agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Article 4 : Préalablement à son entrée en fonction, Monsieur Maurice LEFRAS doit prêter serment devant le tribunal d'instance de VIRE.

Article 5 : Dans l'exercice de ses fonctions, Monsieur Maurice LEFRAS doit être porteur en permanence du présent arrêté et de sa carte d'agrément qui doivent être présentés à toute personne qui en fait la demande.

Article 6 : Le présent agrément doit être retourné sans délai à la sous-préfecture en cas de cessation de fonctions, que celle-ci résulte de l'initiative du garde particulier, de son employeur ou de la perte des droits du commettant.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Préfet de la région Basse-Normandie, Préfet du Calvados ou d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Environnement et du Développement Durable, ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique proroge de deux mois le délai pour exercer un recours contentieux.

Article 8 : Le sous-préfet VIRE est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Maurice LEFRAS, et dont copie sera remise à Monsieur Eric ROCHEROLLE, à Monsieur le Chef du Service Départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage et à Monsieur le Chef d'Escadron, Commandant la Compagnie de Gendarmerie de VIRE. En outre, il sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Fait à VIRE, le 16 août 2011 Pour le Préfet et par délégation, Le Sous-Préfet de VIRE, SIGNE Zoheir BOUAOUICHE



Arrêté préfectoral N°2011/612 du 23 août 2011 portant agrément de Monsieur Daniel PROUX en qualité de garde particulier et garde-chasse particulier

VU le code de procédure pénale, notamment ses articles 29, 29-1 et R.15-33-24 à R.15-33-29-2 ;

VU le code de l'environnement, notamment son article R.428-25 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 23 mai 2011, portant délégation de signature au profit de M. Zoheir BOUAOUICHE, sous-préfet de VIRE ;

VU la commission délivrée par Monsieur René LEROUX demeurant à VIRE à Monsieur Daniel PROUX par laquelle il lui confie la surveillance de ses propriétés et droits de chasse ;

VU l'arrêté n° AT14/2011-378 du Préfet de la région Basse-Normandie, Préfet du Calvados en date du 6 juillet 2011 reconnaissant l'aptitude technique de Monsieur Daniel PROUX ;

Sur proposition de Monsieur le Sous-Préfet de VIRE ;

ARRETE

Article 1er : Monsieur Daniel PROUX , né le 13 juin 1955 à MEAUX (77), demeurant Le Tiesselin à MAISONCELLES-LA-JOURDAN (14500) est agréé en qualité de garde particulier pour constater tous délits et contraventions qui portent atteinte aux propriétés et en qualité de garde-chasse particulier pour constater tous délits et contraventions dans le domaine de la chasse prévus au code de l'environnement qui portent préjudice aux droits de chasse de Monsieur René LEROUX sur le territoire de la commune MAISONCELLES LA JOURDAN.

Article 2 : La liste des propriétés ou des territoires concernés est précisée dans la commission annexée au présent arrêté.

Article 3 : Le présent agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Article 4 : Préalablement à son entrée en fonction, Monsieur Daniel PROUX doit prêter serment devant le tribunal d'instance de VIRE.

Article 5 : Dans l'exercice de ses fonctions, Monsieur Daniel PROUX doit être porteur en permanence du présent arrêté et de sa carte d'agrément qui doivent être présentés à toute personne qui en fait la demande.

Article 6 : Le présent agrément doit être retourné sans délai à la sous-préfecture en cas de cessation de fonctions, que celle-ci résulte de l'initiative du garde particulier, de son employeur ou de la perte des droits du commettant.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Préfet de la région Basse-Normandie, Préfet du Calvados ou d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Environnement et du Développement Durable, ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique proroge de deux mois le délai pour exercer un recours contentieux.

Article 8 : Le sous-préfet de VIRE est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Daniel PROUX, et dont copie sera remise à Monsieur René LEROUX, à Monsieur le Chef du Service Départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage et à Monsieur le Chef d'Escadron, Commandant la Compagnie de Gendarmerie de VIRE . En outre, il sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Fait à VIRE, le 23 août 2011 Pour le Préfet et par délégation Le Sous-Préfet de VIRE SIGNE Zoheir BOUAOUICHE



DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER DU CALVADOS

Arrêté préfectoral du 22 avril 2011 portant prescription de l'établissement du plan de prévention des risques de mouvement de terrain sur les communes de PORT EN BESSIN-HUPPAIN et COMMES

VU le code de l'environnement et notamment les articles L. 562-1 à L. 562-8 ,

VU le code de l'urbanisme,

VU le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels, modifié par le décret n° 2005-3 du 4 janvier 2005,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

SUR PROPOSITION du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Calvados,

ARRETE

ARTICLE 1er : L'établissement du plan de prévention des risques de mouvement de terrain est prescrit sur le territoire des communes de PORT EN BESSIN-HUPPAIN et COMMES.

ARTICLE 2 : Le périmètre mis à l'étude correspond au territoire des communes visées à l'article 1er.

ARTICLE 3 : Les risques naturels pris en compte sont les mouvements de terrain.

ARTICLE 4 : La Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Calvados est chargée d'élaborer et d'instruire le projet en liaison avec la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement de Basse-Normandie.

ARTICLE 5 : La concertation relative à l'élaboration du projet associera les services de l'Etat concernés, les communes citées à l'article 1er et les établissements publics de coopération intercommunale concernés.

Elle se déroulera tout au long de l'élaboration du projet sous forme de réunions de travail, d'échanges d'informations et de validation de documents préparatoires. Sont notamment prévues des réunions au début des études, à la fin de l'étude des aléas et à la fin de l'étude des projets de zonage réglementaire et de règlement.

Un dossier d'information sera tenu à la disposition du public pendant toute la durée d'élaboration du projet dans les mairies de PORT EN BESSIN-HUPPAIN et COMMES. Ce dossier comprendra un registre dans lequel le public pourra consigner ses observations.

Une rubrique d'informations sera créée sur le site internet de la direction départementale des Territoires et de la Mer du Calvados à l'adresse suivante : <http://www.calvados.equipement-agriculture.gouv.fr/>

Les partenaires associés arrêteront, en liaison avec les services de l'Etat, les modalités d'information et de concertation avec le public et le milieu associatif.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera notifié aux maires des communes visées à l'article 1er , aux présidents de la communauté de communes BAYEUX INTERCOM et du syndicat mixte du SCoT du BESSIN.

Il sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Calvados et mention en sera faite en caractère apparents dans le journal OUEST France. Il sera tenu à la disposition du public à la Préfecture du Calvados, à la Sous-Préfecture de BAYEUX, à la direction départementale des Territoires et de la Mer du Calvados et à la direction régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement de Basse-Normandie.

En outre, le présent arrêté sera affiché pendant une durée minimale d'un mois dans les mairies des communes visées à l'article 1er et aux sièges de la communauté de communes et du syndicat mixte de SCoT cités au premier paragraphe du présent article.

ARTICLE 7 : Le présent acte sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- le secrétaire général de la Préfecture du Calvados;
- les maires des communes de PORT EN BESSIN-HUPPAIN et COMMES;
- le président de la communauté de communes BAYEUX INTERCOM;
- le président du syndicat mixte du SCoT du BESSIN;
- le Sous-Préfet de l'arrondissement de BAYEUX;
- la directrice de cabinet de la Préfecture du Calvados;
- le directeur départemental des Territoires et de la Mer du Calvados;
- le directeur régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement de Basse-Normandie.

Fait à Caen, le 22 avril 2011 Le Préfet **SIGNE** Didier LALLEMENT



Arrêté préfectoral du 12 juillet 2011 portant agrément de vidangeur de M. Guy HAMON à Louvagny

VU le code de l'environnement ;
 VU le code de la santé publique, notamment son article L. 1331-1-1 ;
 VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2224-8 ;
 VU l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009 modifié le 3 décembre 2010 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif ;
 VU la demande d'agrément reçue le 27 juin 2011, présentée par monsieur Guy HAMON, sis 4 chemin du Trésor à LOUVAGNY - 14140 ;
 VU le dossier des pièces présentées à l'appui de ladite demande ;
 VU le récépissé de déclaration délivré à monsieur Guy HAMON le 5 juillet 2011 pour l'épandage des matières de vidange ;
 VU le courrier de notification de la complétude du dossier en date du 8 juillet 2011 ;
 VU l'arrêté préfectoral du 10 février 2011 donnant délégation de signature à monsieur Jean-Michel PATRY, directeur départemental des territoires et de la mer du Calvados ;
 VU l'arrêté préfectoral du 16 février 2011 de monsieur Jean-Michel PATRY, directeur départemental des territoires et de la mer du Calvados, donnant délégation de signature à monsieur Laurent LEFEVRE, dans le cadre de ses attributions ;
 CONSIDERANT que l'ensemble des pièces mentionnées à l'annexe I de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié susvisé ont été délivrées par le demandeur ;
 CONSIDERANT que la demande d'agrément indique la quantité maximale annuelle de matières pour laquelle l'agrément est demandé et justifie, pour cette même quantité, d'un accès spécifique à une filière d'élimination des matières de vidanges ;
 CONSIDERANT que le bordereau de suivi des matières de vidange proposé par le demandeur est conforme aux prescriptions de l'annexe II de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié susvisé ;
 SUR PROPOSITION du directeur départemental des territoires et de la mer du Calvados ;

ARRÊTE

Article 1er – Bénéficiaire de l'agrément

Monsieur Guy HAMON

Numéro RCS : 331 677 559

Domicilié à l'adresse suivante : 4, Chemin du Trésor – 14140 LOUVAGNY

Article 2 – Objet de l'agrément

Monsieur Guy HAMON, est agréé pour réaliser les vidanges des installations d'assainissement non collectif et prendre en charge le transport et l'élimination des matières de vidange.

Le numéro départemental d'agrément qui lui est attribué pour cette activité est le n° 2011-N-AGRI-CAL-0016

La quantité maximale annuelle de matières de vidange visée par le présent agrément est de 600 m3.

La filière d'élimination validée par le présent agrément est l'épandage sur des parcelles agricoles situées sur le territoire de la commune de Louvagny.

Article 3 – Suivi de l'activité

Le bénéficiaire de l'agrément doit respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009 modifié susvisé.

Le bénéficiaire de l'agrément établit pour chaque vidange un bordereau de suivi des matières de vidange en deux volets comportant à minima les informations prévues à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009 modifié susvisé. Ces deux volets sont signés et conservés par le propriétaire de l'installation vidangée et le bénéficiaire de l'agrément qui est également le responsable de la filière d'élimination.

Le bénéficiaire de l'agrément tient un registre comportant les bordereaux de suivi des matières de vidange classés par dates. Ce document est tenu en permanence à la disposition du Préfet et de ses services.

Le bénéficiaire de l'agrément adresse au service chargé de la police de l'eau, chaque année avant le 1er avril, un bilan d'activité de vidange de l'année antérieure. Ce bilan comporte à minima :

- les informations concernant le nombre d'installations vidangées par commune et les quantités totales de matières correspondantes ;
- les quantités de matières dirigées vers la filière d'élimination retenue ;
- un état des moyens de vidange dont dispose le bénéficiaire de l'agrément et les évolutions envisagées.

Le bénéficiaire de l'agrément conserve le registre et le bilan dans ses archives pendant dix années.

Article 4 – Contrôle par l'administration

Le préfet et ses services peuvent procéder à la réalisation des contrôles nécessaires à la vérification de l'exactitude des déclarations effectuées par le bénéficiaire de l'agrément et contrôler le respect de ses obligations au titre du présent arrêté. Ces opérations de contrôle peuvent être inopinées.

Article 5 – Modification des conditions de l'agrément

En cas de modification ou de projet de modification de la quantité maximale annuelle de matières de vidange agréée et/ou de la filière d'élimination, le bénéficiaire de l'agrément sollicite auprès du Préfet une modification des conditions de son agrément.

Article 6 – Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 – Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de l'agrément de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 8 – Durée de l'agrément

La durée de validité de l'agrément est fixée à dix ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

A l'expiration de cette période, l'agrément peut être renouvelé pour une même durée, sur demande expresse du bénéficiaire. La demande de renouvellement de l'agrément est transmise au service en charge de la police de l'eau au moins six mois avant la date limite de fin de validité de l'agrément initial. Cette demande est accompagnée d'un dossier comportant l'ensemble des pièces mentionnées à l'annexe I de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié susvisé actualisées.

Lorsque les modalités ci-dessus sont respectées, la validité de l'agrément initial est prolongée jusqu'à notification de la décision préfectorale concernant la demande de renouvellement.

Le préfet peut toutefois décider de retirer cette prolongation temporaire d'agrément conformément à l'article 9 du présent arrêté ou en cas de manquement du demandeur à ses obligations dans le cadre de l'instruction de son dossier de demande de renouvellement d'agrément.

Article 9 – Suspension ou modification de l'agrément

L'agrément peut être retiré ou modifié à l'initiative du préfet dans les cas suivants :

en cas de faute professionnelle grave ou de manquement à la moralité professionnelle ;

lorsque la capacité de la filière d'élimination des matières de vidange ne permet pas de recevoir la quantité maximale pour laquelle le bénéficiaire a été agréé ;

en cas de manquement du bénéficiaire aux obligations de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié susvisé, en particulier, en cas d'élimination de matières de vidange hors de la filière prévue par l'agrément ;

en cas de non-respect des éléments déclarés dans la demande d'agrément.

En cas de retrait ou de suspension de l'agrément, le bénéficiaire ne peut plus assurer les activités mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et est tenu de prendre toute disposition nécessaire pour veiller à ce que les matières de vidange dont il a pris la charge ne provoquent aucune nuisance et de les éliminer conformément à la réglementation.

Le bénéficiaire dont l'agrément a été retiré ne peut prétendre à un nouvel agrément dans les six mois à compter de la notification de la décision de retrait.

Article 10 – Publication et information des tiers

Cet arrêté est publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat du département du Calvados.

Une liste des personnes agréées est publiée sur le site Internet de la Préfecture du Calvados.

Article 11 – Voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de CAEN. Le délai de recours est de deux mois pour le pétitionnaire. Ce délai commence à courir du jour où la décision lui a été notifiée.

Les tiers peuvent déférer cette décision à la juridiction administrative dans un délai d'un (1) an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Article 12 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Calvados, monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer du Calvados sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire par les soins de monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer du Calvados.

Fait à Caen, le 12 juillet 2011 Pour le préfet et par délégation Le chef du service eau et biodiversité **SIGNE Laurent LEFEVRE**



Arrêté préfectoral du 1er août 2011 concernant le classement de la digue communale de Ver-sur-Mer.

VU le code de l'environnement ;
 VU le code général des collectivités territoriales ;
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU le décret n° 2005-636 du 30 mai 2005 relatif à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et aux missions du préfet coordonnateur de bassin ;
 VU le décret 2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages hydrauliques et modifiant le code de l'environnement (CE) ;
 VU l'arrêté ministériel du 29 décembre 2006 relatif à la police des eaux marines ;
 VU l'arrêté ministériel du 29 février 2008 modifié, fixant des prescriptions relatives à la sécurité et à la sûreté des ouvrages hydrauliques ;
 VU l'arrêté ministériel du 12 juin 2008 définissant le plan de l'étude de dangers des barrages et des digues et en précisant le contenu ;
 Vu l'arrêté ministériel du 18 février 2010 précisant les catégories et critères des agréments des organismes intervenant pour la sécurité des ouvrages hydrauliques ainsi que l'organisation administrative de leur délivrance ;
 Vu l'arrêté ministériel de 21 mai 2010 définissant l'échelle de gravité des événements ou évolution concernant un barrage ou une digue ou leur exploitation et mettant en cause la sécurité des personnes ou des biens et précisant les modalités de leur déclaration ;
 Vu la circulaire du Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire du 8 juillet 2008 concernant le contrôle des ouvrages hydrauliques au titre des dispositions mises en place par le décret 2007-1735 du 11 décembre 2007 ;
 VU l'arrêté préfectoral du 10 février 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Michel PATRY, directeur départemental des territoires et de la mer du Calvados ;
 Vu le rapport au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Techniques du Calvados en date du 27 mai 2011 ;
 VU l'avis tacite de la commune de Ver sur mer, responsable de l'ouvrage, sur le projet d'arrêté ;
 CONSIDERANT les informations existantes sur l'ouvrage prévues à l'article R.214-53 du code de l'environnement ;
 CONSIDERANT que la digue « MANCHE_VERSURMER_BOURG » a une hauteur maximale de 1,50 mètre (hauteur de la crête de l'ouvrage / hauteur du terrain naturel côté terre) et que la population maximale protégée est comprise entre 10 et 1000 habitants ;
 SUR proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer du Calvados ;

ARRETE

Article 1 : description et reconnaissance de l'ouvrage

la digue « MANCHE_VERSURMER_BOURG » d'une longueur de 970 mètres, représentée sur le plan ci-joint, a été construite en front de mer au 20ème siècle, elle est constituée de 3 parties d'est en ouest à partir de la rivière la Provence :

- 1er tronçon « versurmer_est » n°« 140141 » de 510 mètres
- 2ème tronçon « versurmer_centre » n°« 140140 » de 220 mètres
- 3ème tronçon « versurmer_clubnautique » n°« 140139 » de 240 mètres

En application de l'article L214-6 du CE, l'existence régulière de la digue figurant au plan annexé est reconnue

Article 2 : Classe de l'ouvrage

En application de l'article R214-113 du CE, la digue « MANCHE_VERSURMER_BOURG » relève de la classe C.

Article 3 : Prescriptions relatives à l'ouvrage

La digue « MANCHE_VERSURMER_BOURG » doit être rendue conforme aux dispositions du code de l'environnement et notamment des articles R. 214-115 à R. 214-117, R. 214-122 à R. 214-123, R. 214-143 à R. 214-144 et à l'arrêté du 29 février 2008 modifié suivant les délais et modalités suivants :

- constitution du dossier de l'ouvrage avant le 31 décembre 2012. Une copie de la liste complète des documents relatifs à l'ouvrage, en possession du propriétaire, avec leur référence (date, numéro de version, contenu) sera transmise au service de contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques. Le service de contrôle pourra alors se faire adresser une copie de tout ou partie des documents;
- constitution du registre de l'ouvrage avant le 31 décembre 2012;
- description de l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation et la surveillance de l'ouvrage avant le 31 décembre 2012
- production et transmission pour approbation par le préfet des consignes écrites (consigne de surveillance de l'ouvrage et consigne d'exploitation en cas de risque de submersion) avant le 31 décembre 2012;
- transmission au service de contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques du rapport de surveillance avant le 31 décembre 2012 puis tous les 5 ans;
- transmission au service de contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques du compte-rendu des visites techniques approfondies avant le 31 décembre 2012 puis tous les 2 ans.
- production d'une étude de dangers de l'ouvrage conformément à l'arrêté ministériel du 12 juin 2008 avant le 31 décembre 2014.

En ce qui concerne , le diagnostic initial de la digue « MANCHE_VERSURMER_BOURG » à réaliser avant le 31 décembre 2011, il a été établi par le laboratoire régional des ponts et chaussées de Rouen du CETE Normandie Centre en juillet 2010 et transmis au service de contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques.

Titre II – DISPOSITIONS GENERALES

Article 3 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4: Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 5 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de son affichage à la mairie de la commune de VER SUR MER dans un délai de deux mois par le déclarant et dans un délai de quatre ans par les tiers dans les conditions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours

Article 6 : Publication et exécution

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture du Calvados,

Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer du Calvados,

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement du logement,

Monsieur le maire de la commune de VER SUR MER,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Cet arrêté sera affiché à la porte de la mairie de la commune de VER SUR MER pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site Internet de la préfecture du Calvados durant une durée d'au moins 6 mois.

Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le maire de la commune de VER SUR MER ,
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer du Calvados,
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement du logement de Basse Normandie

Fait à Caen, le 1er août 2011 Pour le préfet et par délégation, le Directeur adjoint délégué à la mer et du littoral SIGNE Thierry DUSSART



Arrêté préfectoral du 12 août 2011 relatif au feu bactérien dans le département du Calvados

Vu le code rural, notamment les articles L. 251-3, à L. 251-20 et D.251-15 à D.251-21 ;
Vu l'arrêté du 31 juillet 2000 établissant la liste des organismes nuisibles aux végétaux soumis à des mesures de lutte obligatoire ;
Vu l'arrêté ministériel du 24 mai 2006 relatif aux exigences sanitaires des végétaux, produits végétaux et autres objets ;
CONSIDERANT l'avis du Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt, Service Régional de l'Alimentation en date du 27 juin 2011;
SUR PROPOSITION du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Calvados ;

ARRETE

Article 1er : Une "zone tampon" vis-à-vis de l'agent du feu bactérien, *Erwinia amylovora*, est mise en place sur l'ensemble des communes suivantes.

- ABLON	- OUILLY LE TESSON
- ACQUEVILLE-AUBIGNY	- POTIGNY
- BARNEVILLE LA BERTRAN	- QUETTEVILLE
- BON TASSILLY	- LA RIVIERE SAINT SAUVEUR
- EPANEY	- SAINT BENOIT D'HEBERTOT
- EQUEMEAUVILLE	- SAINT GATIEN DES BOIS
- ESTREES LA CAMPAGNE	- SAINT GERMAIN LANGOT
- FONTAINE LE PIN	- SAINT GERMAIN LE VASSON
- FOURNEVILLE	- SAINT PIERRE CANIVET
- GENNEVILLE	- SOULANGY
- GONNEVILLE SUR HONFLEUR	- SOUMONT SAINT QUENTIN
- GRAINVILLE LANGANNERIE	- SURVILLE
- HONFLEUR	- LE THEIL EN AUGE
- LEFFARD	- TOURNEBU
- MARTAINVILLE	- TOURVILLE EN AUGE
- MARTIGNY SUR L'ANTE	- USSY
- MOULINES	- VERSAINVILLE
- NORON L'ABBAYE	- VIEUX BOURG
- OLENDON	- VILLERS CANIVET

L'objet de la zone tampon est de garantir que les végétaux des genres visés à l'article 2 et susceptibles d'être contaminés par le feu bactérien, produits dans cette zone, soient exempts de cette maladie, organisme nuisible réglementé.

Article 2 : Dans la zone tampon, les producteurs des végétaux des genres :

Amelanchier Med., Chaenomeles Lindt., Cotoneaster Ehrh., Crataegus L., Cydonia Mill., Eriobotrya Lindt., Malus Mill., Mespilus L., Photinia davidiana (Dcne.) Cardot., Pyracantha Roem., Pyrus L. et Sorbus L.,

destinés à être introduits et mis en circulation dans les zones de l'Union Européenne protégées vis-à-vis d'*Erwinia amylovora*, doivent se déclarer auprès de la Direction Régionale de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt de Basse-Normandie, service régional de l'alimentation.

Dans la zone tampon, les producteurs et les détenteurs des végétaux des genres ci-dessus sont tenus de signaler au maire ou au service régional de l'alimentation l'apparition de tout symptôme d'une susceptible contamination par l'agent du feu bactérien.

Article 3 -L'inspection sanitaire et le contrôle des mesures que nécessite l'application des dispositions du présent arrêté sont effectués par les agents chargés de la protection des végétaux du service régional de l'alimentation de la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt .

Article 4 : L'arrêté préfectoral du 27 avril 2006 relatif au même sujet est abrogé.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture du Calvados, le directeur départemental des territoires et de la mer, le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt - service régional de l'alimentation- et les maires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les communes intéressées et inséré au recueil des actes administratifs.

Fait à Caen, le 12 août 2011 Pour le Préfet Le secrétaire général SIGNE Olivier JACOB



DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

Arrêté préfectoral du 10 août 2011 octroyant le mandat sanitaire au docteur vétérinaire Agathe BLANCHEMAIN

VU l'article L.221-1 et suivants et notamment l'article L. 221-11, et les articles R 221-4 à R221-20 du code rural et de la pêche maritime ;
 VU le décret 2004-779 du 28 juillet 2004 relatif au mandat sanitaire institué par l'article L. 221-11 du code rural et de la pêche maritime
 VU l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2010 portant délégation de signature à Monsieur Norbert LUCAS, directeur départemental de la protection des populations ;
 VU l'arrêté de subdélégation de signature du directeur départemental de la protection des populations du 5 octobre 2010
 CONSIDERANT la demande du 10 août 2011 du docteur vétérinaire Agathe BLANCHEMAIN ;

ARRETE

Article 1er : Le mandat sanitaire prévu à l'article L. 221-11 du code rural et de la pêche maritime susvisé est octroyé pour une période d'un an à :

Mademoiselle Agathe BLANCHEMAIN, née le 22 juin 1981 à Cherbourg (50), Docteur-vétérinaire, domiciliée à Gefosse Fontenay (14230).

Article 2 : Mademoiselle Agathe BLANCHEMAIN s'engage à respecter les prescriptions techniques relatives à l'exécution des opérations de prophylaxie collective des maladies des animaux dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire et à satisfaire aux obligations de formation continue.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture du Calvados et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Caen, le 10 août 2011 Pour le préfet et par délégation Pour le directeur départemental de la protection des populations
 L'inspecteur de la santé publique vétérinaire Chef du service protection sanitaire et environnement SIGNE Raphaël FAYAZ-POUR

**Arrêté préfectoral du 10 août 2011 octroyant le mandat sanitaire au docteur vétérinaire Stéphanie DELNOOZ**

VU l'article L.221-1 et suivants et notamment l'article L. 221-11, et les articles R 221-4 à R221-20 du code rural et de la pêche maritime ;
 VU le décret 2004-779 du 28 juillet 2004 relatif au mandat sanitaire institué par l'article L. 221-11 du code rural et de la pêche maritime
 VU l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2010 portant délégation de signature à Monsieur Norbert LUCAS, directeur départemental de la protection des populations ;
 VU l'arrêté de subdélégation de signature du directeur départemental de la protection des populations du 5 octobre 2010
 CONSIDERANT la demande du 8 août 2011 du docteur vétérinaire Stéphanie DELNOOZ ;

ARRETE

Article 1er : Le mandat sanitaire prévu à l'article L. 221-11 du code rural et de la pêche maritime susvisé est octroyé pour une période d'un an à :

Madame Stéphanie DELNOOZ née le 29 octobre 1979 à Liège (Belgique), Docteur-vétérinaire, en qualité de salarié du Centre Médical Vétérinaire de Basse-Normandie à VASSY (14410).

Article 2 : Madame Stéphanie DELNOOZ s'engage à respecter les prescriptions techniques relatives à l'exécution des opérations de prophylaxie collective des maladies des animaux dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire et à satisfaire aux obligations de formation continue.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture du Calvados et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Caen, le 10 août 2011 Pour le préfet et par délégation Pour le directeur départemental de la protection des populations
 L'inspecteur de la santé publique vétérinaire Chef du service protection sanitaire et environnement SIGNE Raphaël FAYAZ-POUR



Arrêté préfectoral du 10 août 2011 octroyant le mandat sanitaire au docteur vétérinaire William FROUX

VU l'article L.221-1 et suivants et notamment l'article L. 221-11, et les articles R 221-4 à R221-20 du code rural et de la pêche maritime ;
 VU le décret 2004-779 du 28 juillet 2004 relatif au mandat sanitaire institué par l'article L. 221-11 du code rural et de la pêche maritime ;
 VU l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2010 portant délégation de signature à Monsieur Norbert LUCAS, directeur départemental de la protection des populations ;
 VU l'arrêté de subdélégation de signature du directeur départemental de la protection des populations du 5 octobre 2010
 CONSIDERANT la demande en date du 10 août 2011 du docteur vétérinaire William FROUX ;

ARRETE

Article 1er : Le mandat sanitaire prévu à l'article L. 221-11 du code rural et de la pêche maritime susvisé est octroyé définitivement sans limitation de durée à :

Monsieur William FROUX, né le 4 mars 1977 à Paris , docteur-vétérinaire, en qualité d'associé de la clinique vétérinaire des docteurs GILMER/HIDRIO/FROUX à 50140 MORTAIN.

Article 2 : Monsieur Williams FROUX s'engage à respecter les prescriptions techniques relatives à l'exécution des opérations de prophylaxie collective des maladies des animaux dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire et à satisfaire aux obligations de formation continue.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture du Calvados et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Caen, le 10 août 2011 Pour le préfet et par délégation Pour le directeur départemental de la protection des populations
 L'inspecteur de la santé publique vétérinaire Chef du service protection sanitaire et environnement SIGNE Raphaël FAYAZ-POUR



Arrêté préfectoral du 17 août 2011 octroyant le mandat sanitaire au docteur vétérinaire Morgane VIROT

VU l'article L.221-1 et suivants et notamment l'article L. 221-11, et les articles R 221-4 à R221-20 du code rural et de la pêche maritime ;
 VU le décret 2004-779 du 28 juillet 2004 relatif au mandat sanitaire institué par l'article L. 221-11 du code rural et de la pêche maritime
 VU l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2010 portant délégation de signature à Monsieur Norbert LUCAS, directeur départemental de la protection des populations ;
 VU l'arrêté de subdélégation de signature du directeur départemental de la protection des populations du 5 octobre 2010
 CONSIDERANT la demande du 5 août 2011 du docteur vétérinaire Morgane VIROT ;

ARRETE

Article 1er : Le mandat sanitaire prévu à l'article L. 221-11 du code rural et de la pêche maritime susvisé est octroyé pour une période d'un an à :

Mademoiselle Morgane VIROT, née le 4 mars 1985 à Fréjus (83), Docteur-vétérinaire, domiciliée 1, route de Revers 14470 Courseulles sur Mer.

Article 2 : Mademoiselle Morgane VIROT s'engage à respecter les prescriptions techniques relatives à l'exécution des opérations de prophylaxie collective des maladies des animaux dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire et à satisfaire aux obligations de formation continue.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture du Calvados et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Caen, le 17 août 2011 Pour le préfet et par délégation Pour le directeur départemental de la protection des populations
 L'inspecteur de la santé publique vétérinaire Chef du service protection sanitaire et environnement SIGNE Raphaël FAYAZ-POUR



Arrêté préfectoral du 23 août 2011 octroyant le mandat sanitaire au docteur vétérinaire Julien JUGANT-LOPEZ

VU l'article L.221-1 et suivants et notamment l'article L. 221-11, et les articles R 221-4 à R221-20 du code rural et de la pêche maritime ;
 VU le décret 2004-779 du 28 juillet 2004 relatif au mandat sanitaire institué par l'article L. 221-11 du code rural et de la pêche maritime
 VU l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2010 portant délégation de signature à Monsieur Norbert LUCAS, directeur départemental de la protection des populations ;
 VU l'arrêté de subdélégation de signature du directeur départemental de la protection des populations du 5 octobre 2010
 CONSIDERANT la demande du 23 août 2011 du docteur vétérinaire Julien JUGANT-LOPEZ ;

ARRETE

Article 1er : Le mandat sanitaire prévu à l'article L. 221-11 du code rural et de la pêche maritime susvisé est octroyé pour une période d'un an à :

Monsieur Julien JUGANT-LOPEZ, né le 25 avril 1981 à Bonneville (74), Docteur-vétérinaire, en qualité de salarié de la clinique vétérinaire SCP MELIVET de Livarot .

Article 2 : Monsieur JUGANT-LOPEZ s'engage à respecter les prescriptions techniques relatives à l'exécution des opérations de prophylaxie collective des maladies des animaux dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire et à satisfaire aux obligations de formation continue.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture du Calvados et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Caen, le 23 août 2011 Pour le préfet et par délégation Pour le directeur départemental de la protection des populations La directrice adjointe SIGNE Françoise MARTIN



DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE DU CALVADOS

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
Arrêté préfectoral du 29 juin 2011 relatif au centre de gestion de la fonction publique

VU l'arrêté ministériel du 4 août 2004 relatif aux commissions de réforme des agents de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière ;
 VU les arrêtés préfectoraux des 18 septembre 2001 et 19 mars 2002 fixant la composition de la commission de réforme des représentants de l'Administration et du Personnel pour les agents du Centre de Gestion de la fonction publique territoriale du Calvados ;
 VU l'arrêté préfectoral du 1er Septembre 2008 de délégation de signature à Mme la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;
 VU la demande du Centre de Gestion de la fonction publique territoriale du Calvados en date du 5 mai 2009 portant le renouvellement des représentants de l'administration et du personnel au sein de la Commission de Réforme ;
 VU l'arrêté préfectoral du 13 mai 2009 fixant la composition de la commission de réforme des agents du centre de gestion de la fonction publique territoriale du Calvados ;
 VU l'arrêté du 4 janvier 2010 portant organisation de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale du Calvados ,
 VU l'arrêté du 6 janvier 2011 portant délégation de signature à Madame Evelyne PAMBOU, directrice départementale de la Cohésion Sociale ;
 VU l'arrêté préfectoral du 13 Mai 2009 fixant la composition de la commission de réforme des agents du Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Calvados ;
 VU le courrier du 15 juin 2011 de l'organisation syndicale nommant les représentants du Personnel ;
 SUR PROPOSITION de la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale;

ARRETE

Article 1er : L'article 1er de l'arrêté du 13 mai 2009 fixant la composition de la commission de réforme des agents du Centre de Gestion de la fonction publique territoriale du Calvados est modifié comme suit :

Article 2.

CATEGORIE C

Titulaire

M. DALLET Dominique (CFDT)

Suppléants

Me MARTIN Véronique (CFDT)

M. MAGDELEINE Jean-Pierre (CFDT)

Article 3.

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Calvados et la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à CAEN, le 29 juin 2011 Pour le Préfet et par délégation, La Directrice Départementale de la Cohésion Sociale SIGNÉ Evelyne PAMBOU



DIRECTION INTERRÉGIONALE DE LA MER MANCHE EST-MER DU NORD

Arrêté préfectoral N° 65 / 2011 du 11 août 2011 portant autorisation de pêche exceptionnelle de la sardine à des fins scientifiques

VU le code rural et de la pêche maritime, et notamment son livre IX relatif à la pêche maritime et à l'aquaculture marine ;
 VU le code de l'environnement, et notamment sa partie réglementaire ;
 VU le décret n°90-94 du 25 janvier 1990 modifié, pris pour l'application des articles 3 et 13 du décret du 9 janvier 1852 modifié sur l'exercice de la pêche maritime ;
 VU l'arrêté préfectoral n°10-2010 du 8 février 2010 portant interdiction de la pêche des sardines dans certaines eaux maritimes littorales des départements de la Seine-Maritime, du Calvados et de la Manche en vue de la consommation et de la commercialisation ;
 VU l'arrêté du Préfet de Haute-Normandie n°31/2010 du 19 avril 2010 donnant délégation de signature à Monsieur Laurent COURCOL, Directeur interrégional de la mer Manche Est - mer du Nord ;
 VU la décision directoriale n°262/2011 du 6 juin 2011 portant subdélégation de signature en matière d'activités ;
 VU la convention signée entre FranceAgriMer et la société Haliomer ;
 VU la demande du Fonds Régional d'Organisation du Marché (FROM) Nord adressée le 9 juin 2011 ;

ARRETE**Article 1 :**

Les navires SPES (FC 716 582) et SYMBIOSE (FC 726 643) appartenant à Monsieur Yvon NEVEU sont autorisés à pratiquer à titre exceptionnel la pêche à la sardine dans les rectangles statistiques 27E8, 27E9, 27F0, 28E8, 28E9, 28F0, 29E8, 29E9, 29F0 (zone CIEM VIIId).

Article 2 :

Cette autorisation est en vigueur du 11 août 2011 au 30 juin 2012.

Article 3 :

Les quantités pêchées sont limitées à 400 kilogrammes dans la limite de quatre traits de chalut par marée. Un prélèvement par mois est autorisé. Deux prélèvements sont exceptionnellement autorisés au mois d'août 2011. Les poissons pêchés qui ne sont pas conservés des analyses scientifiques seront immédiatement remis à la mer.

Article 4 :

Cette pêche exceptionnelle est effectuée en présence de représentants de la société Océanic Développement qui identifient les lots et les transmettent à fins d'analyse au laboratoire.

Article 5 :

Les directeurs départementaux des Territoires et de la Mer de Seine-Maritime, du Calvados et de la Manche sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat.

Le Havre, le 11 août 2011 Pour le préfet de la région Haute-Normandie et par subdélégation, L'adjoint du directeur interrégional de la Mer SIGNE Patrick SANLAVILLE



Arrêté préfectoral N° 67 / 2011 du 25 août 2011 portant autorisation de pêche exceptionnelle de tourteaux

VU le code rural et de la pêche maritime, et notamment son livre IX relatif à la pêche maritime et à l'aquaculture marine ;
 VU le décret n°90-94 du 25 janvier 1990 pris pour l'application des articles 3 et 13 du décret du 9 janvier 1852 modifié sur l'exercice de la pêche maritime ;
 VU l'arrêté du Préfet de Haute-Normandie n°31/2010 du 19 avril 2010 donnant délégation de signature à Monsieur Laurent COURCOL, Directeur interrégional de la mer Manche Est - mer du Nord ;
 VU l'arrêté préfectoral n°63/2011 du 29 juillet 2011 portant interdiction de la pêche des tourteaux et des étrilles dans certaines eaux maritimes littorales en vue de la consommation et de la commercialisation ;
 VU la décision directoriale n°262/2011 du 6 juin 2011 portant subdélégation en matière de signature ;
 SUR proposition des directeurs départementaux adjoints des territoires et de la mer du Calvados et de Seine-Maritime ;

ARRETE

Article 1 :

Par dérogation à l'arrêté préfectoral n°63/2011 portant interdiction de la pêche des tourteaux et des étrilles dans certaines eaux maritimes littorales en vue de la consommation et de la commercialisation du 29 juillet 2011, les navires figurant à l'annexe I du présent arrêté sont autorisés à effectuer de manière exceptionnelle, des prélèvements de tourteaux dans la zone comprise entre les longitudes 000°24' Est et 000°05' Ouest.

Cette autorisation est valable jusqu'au 15 septembre 2011.

Article 2 :

Dix lots de tourteaux d'un poids unitaire d'un kilogramme et demi seront prélevés en zone III de la baie de Seine au large du cap de la Hève entre les parallèles 49°35' Nord et 49°40' Nord.

Quinze lots de tourteaux seront prélevés au nord du parallèle 49°35' Nord (nord du cap de la Hève).

Cinq lots de tourteaux seront prélevés dans l'estuaire de la Seine au sud du parallèle 49° 30' Nord.

Ces lots seront prélevés à l'aide de chalut, de filet ou de casier et immédiatement remis aux services de la direction départementale de la protection des populations de Seine-Maritime.

Article 3 :

Les tourteaux pêchés seront conservés vivants.

Les tourteaux pêchés qui ne sont pas conservés pour des analyses scientifiques sont immédiatement remis à la mer.

Article 4 :

Les directeurs départementaux adjoints des territoires et de la mer du Calvados et de la Seine-Maritime chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat.

Le Havre, le 25 août 2011 Pour le préfet de la région Haute-Normandie et par subdélégation, L'adjoint du directeur interrégional de la Mer SIGNE Patrick SANLAVILLE

Annexe 1 de l'arrêté n°67/2011 du 25 août 2011

navire		armateur
ELISE-LOUIS	LH 928984	David HEBERT
RISQUE TOUT	LH 571203	Roland HEBERT
CHARLENE ALBAN	LH 276038	Franck RUTTEN
HIPPOCAMPE	LH 329012	Franck RUTTEN
RICHARD BRUNO	LH 273438	Morgan COURBE
DYFLO	LH 584101	Cédric DUPRAT
LE PETIT VAGABOND	CN 463340	Morgan COURBE
LE BRISANT	FC 716720	Cyril DALBERGUE
L'BOUT MENTEUX	FC 716980	Jérôme LAVENUE
LIN JUST	FC 697915	Frédéric MURY
JOLIE BRISE	FC 707819	Hervé POISSON



Arrêté préfectoral N° 68 / 2011 du 25 août 2011 portant autorisation de pêche exceptionnelle d'étrilles

VU le code rural et de la pêche maritime, et notamment son livre IX relatif à la pêche maritime et à l'aquaculture marine ;
 VU le décret n°90-94 du 25 janvier 1990 pris pour l'application des articles 3 et 13 du décret du 9 janvier 1852 modifié sur l'exercice de la pêche maritime ;
 VU l'arrêté du Préfet de Haute-Normandie n°31/2010 du 19 avril 2010 donnant délégation de signature à Monsieur Laurent COURCOL, Directeur interrégional de la mer Manche Est - mer du Nord ;
 VU l'arrêté préfectoral n°63/2011 du 29 juillet 2011 portant interdiction de la pêche des tourteaux et des étrilles dans certaines eaux maritimes littorales en vue de la consommation et de la commercialisation ;
 VU la décision directoriale n°262/2011 du 6 juin 2011 portant subdélégation en matière de signature ;
 SUR proposition des directeurs départementaux adjoints des territoires et de la mer du Calvados et de Seine-Maritime ;

ARRETE

Article 1 :

Par dérogation à l'arrêté préfectoral n°63/2011 portant interdiction de la pêche des tourteaux et des étrilles dans certaines eaux maritimes littorales en vue de la consommation et de la commercialisation du 29 juillet 2011, les navires mentionnés à l'annexe I sont autorisés à effectuer, de manière exceptionnelle, des prélèvements d'étrilles dans le rectangle statistique 27F03 prolongé vers l'ouest jusqu'au méridien d'Houlgate.

Cette autorisation est valable jusqu'au 15 décembre 2011.

Article 2 :

Quinze lots d'un poids unitaire d'un kilogramme d'étrilles seront prélevés à l'aide de chalut, de filet ou de casier et immédiatement remis aux services de la direction départementale de la protection des populations du Calvados.

Article 3 :

Les étrilles pêchées sont conservées vivantes.

Les étrilles pêchées qui ne sont pas conservées pour des analyses scientifiques sont immédiatement remises à la mer.

Article 4 :

Les directeurs départementaux adjoints des territoires et de la mer du Calvados et de la Seine-Maritime sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat.

Le Havre, le 25 août 2011 Pour le préfet de la région Haute-Normandie et par subdélégation, L'adjoint du directeur interrégional de la Mer **SIGNE Patrick SANLAVILLE**

Annexe I à l'arrêté n° 68/2011 du 25 août 2011

Navire		Armateur
AN DEVELIOUR	CN 445967	Daniel HARACHE
ANSYLYE	CN 648920	Franck ERNAULT
AVEL MOR	CN 926184	Franck BARBEY
CLAPOTIS III	CN 925 655	Blaise AFFANOU
NOTRE DAME DE GRACE	CN 389 179	Fabrice HUOT



 AGENCE REGIONALE DE SANTE DE BASSE-NORMANDIE

Arrêté du 22 août 2011 portant autorisation de fonctionnement d'un laboratoire de biologie médicale multisites n°14-46

Vu le code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;
 Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;
 Vu l'ordonnance n°2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;
 Vu le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;
 Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;
 Vu le décret du 1er avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé ;
 Vu l'arrêté du 26 novembre 1999 modifié relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale ;
 Vu l'arrêté du 14 décembre 2010 définissant les conditions justificatives de l'entrée effective d'un laboratoire de biologie médicale dans une démarche d'accréditation ;
 Vu l'arrêté préfectoral du 24 décembre 1986, modifié par les arrêtés préfectoraux du 23 mars 1992, du 12 septembre 1995, du 22 octobre 1998, du 12 octobre 2000, du 25 janvier 2002, du 6 octobre 2003, du 12 janvier 2004, autorisant le fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale, situé 15 rue Chanoine Xavier de Saint Pol 14000 CAEN, sous le n°14-46 de la liste départementale des laboratoires du Calvados, portant le n° FINESS 140006925 et dont le siège social situé à CAEN (14000) 15 rue Chanoine Xavier de Saint Pol, se nomme « SEL de directeurs et directeurs adjoints du laboratoire d'Analyses de biologie médicale BOUILLANT-JEULIN » ;
 Vu l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2004, modifié par l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2007, autorisant le fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale, situé 10 boulevard Georges Pompidou 14000 CAEN, sous le n°14-68 de la liste départementale des laboratoires du Calvados, portant le n° FINESS 14022088 et dont le siège social situé à CAEN (14000) 15 rue Chanoine Xavier de Saint Pol, se nomme « SEL de directeurs et directeurs adjoints du laboratoire d'analyses de biologie médicale BOUILLANT-JEULIN » ;
 Vu l'arrêté préfectoral du 6 octobre 2003 portant agrément sous le n°19, modifié par l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2004, par l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2007 agréé sous le n°29, par l'arrêté préfectoral du 6 octobre 2009 agréé sous le n°33, de la société d'exercice libéral à responsabilité limitée dénommée « SEL de directeurs et directeurs adjoints du laboratoire d'analyses de biologie médicale BOUILLANT-JEULIN », dont le siège social est situé à CAEN (14000) 15 rue Chanoine Xavier de Saint Pol et portant le n° FINESS 140005976 ;
 Considérant la demande de transformation en laboratoire multisites, déposée le 31 mai 2011 et complétée le 27 juillet 2011 par les représentants légaux de la SELARL « SEL de directeurs et directeurs adjoints du laboratoire d'analyses de biologie médicale BOUILLANT-JEULIN », et nommée désormais SELARL « BIOBJ » depuis le 21 juin 2011 ;
 Considérant que le laboratoire de biologie médicale « BIOBJ » dont le siège social est situé 15 rue Chanoine Xavier de Saint Pol 14000 CAEN, exploité par la SELARL « BIOBJ » résulte de la transformation de deux laboratoires existants et autorisés préalablement à la publication de l'Ordonnance du 13 janvier 2010 susvisée ;

A R R E T E**Article 1 :**

A compter de la date de notification du présent arrêté, sont abrogées les autorisations de fonctionnement délivrées aux laboratoires de biologie médicale suivants :

LABORATOIRES PRECEDEMMENT EXPLOITES PAR LA SELARL «SEL de directeurs et directeurs adjoints du laboratoire d'analyses de biologie médicale BOUILLANT-JEULIN » 15 rue Chanoine Xavier de Saint Pol 14000 CAEN - N° FINESS 140005976

- LABM n°14-46 - 15 rue Chanoine Xavier de Saint Pol 14000 CAEN
N° FINESS 140006925
- LABM n°14-68 - 10 boulevard Georges Pompidou 14000 CAEN
N° FINESS 140022088

Article 2 :

A compter de la date de notification du présent arrêté, le laboratoire de biologie médicale dénommé « BIOBJ », exploité par la SELARL « BIOBJ », dont le siège social est situé 15 rue Chanoine Xavier de Saint Pol 14000 CAEN, est autorisé à fonctionner sous le n° 14-46 sur les sites d'implantation suivants :

- 15 rue Chanoine Xavier de Saint Pol 14000 CAEN (SIEGE SOCIAL)
N° FINESS (entité juridique) 14 002 736 8
N° FINESS (établissement) 14 002 737 6 – site ouvert au public
- 10 boulevard Georges Pompidou ZAC Beaulieu 14000 CAEN
N° FINESS (établissement) 14 002 738 4 – site ouvert au public

Article 3 :

A compter de la date de notification du présent arrêté, le laboratoire de biologie médicale dénommé « BIOBJ » dont le siège social est situé 15 rue Chanoine Xavier de Saint Pol 14000 CAEN, exploité par la SELARL « BIOBJ », est dirigé par les biologistes correspondants suivants :

- Madame Brigitte BOUILLANT – médecin biologiste
- Monsieur Dominique JEULIN – pharmacien biologiste

Les fonctions de biologiste médical sont exercées au sein du laboratoire de biologie médicale « BIOBJ » par :

- Madame Brigitte BOUILLANT

Article 4 :

Toute modification relative à l'organisation générale du laboratoire de biologie médicale dénommé « BIOBJ » ainsi que toute modification apportée à sa structure juridique et financière devront faire l'objet d'une déclaration à Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Basse-Normandie.

Article 5 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de la date de publication au recueil des actes administratifs :

- soit d'un recours gracieux auprès du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Basse-Normandie – Espace Claude Monet 2 place Jean Nouzille CS 55035 14050 CAEN CEDEX
- soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Caen – 3 rue Arthur Le Duc 14000 CAEN

Article 6 :

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Basse-Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la région Basse-Normandie et sera notifié aux différentes personnes physiques et morales intéressées :

- La SELARL « BIOBJ » et ses associés
- Le directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des produits de Santé (AFSSAPS)
- Le président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins du Calvados
- Le président de la section G du Conseil National de l'Ordre des pharmaciens
- Le directeur de la CPAM du Calvados
- Le directeur de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole du Calvados
- Le directeur de la Caisse Régionale du Régime Social des Indépendants de Basse-Normandie
- Le directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie de l'Agence Régionale de Santé de Basse-Normandie

Fait à Caen, le 22 août 2011 Pour Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Basse-Normandie Le Directeur général adjoint SIGNE Pascal HOSTE

